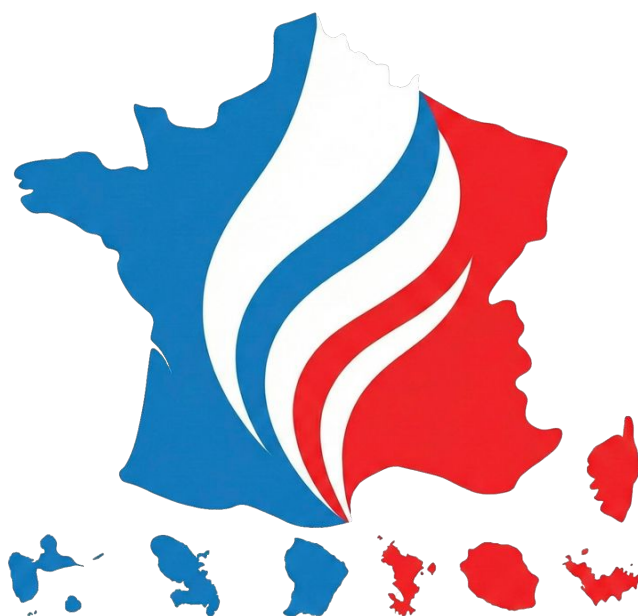




MODERNITÉ
DÉMOCRATIE
PROGRÈS

TOME 3 : UNE NOUVELLE EUROPE.

MODERNITE DEMOCRATIE PROGRES

TOME 3: EUROPE & AVENIR.

© Parti MDP

www.parti-mdp.fr

AVANT-PROPOS

La fin d'un monde.

Pour comprendre où nous allons, il faut se souvenir d'où nous venons. Le système politique français que nous connaissons est né des ruines de 1945. Une génération qui avait vu deux guerres mondiales en trente ans a bâti un modèle tout entier tourné vers une promesse, que cela n'arrive plus jamais. Au-dedans, l'État social, la reconstruction, les Trente Glorieuses et la foi dans le progrès partagé. Au-dehors, une idée neuve et généreuse, l'Europe, conçue d'abord comme une machine à rendre la guerre impossible en liant entre eux d'anciens ennemis. Cette idée fut belle, et elle a tenu sa première promesse, la paix sur notre continent. Il faut lui rendre cet hommage avant d'oser la critique.

Puis vint 1989. La chute du mur, l'effondrement de l'Union soviétique, et avec eux une immense espérance. L'Occident a cru que l'Histoire était finie, que le monde entier allait converger vers un même modèle, démocratie, marché, croissance, et qu'une société mondiale ordonnée, alignée et prospère mettrait fin aux guerres. On a cru que le commerce adoucissait les mœurs, que la mondialisation enrichirait chacun, et que les nations se dissoudraient doucement dans un grand marché pacifié. Pendant trente ans, nous avons vécu sur cette promesse, celle d'une mondialisation heureuse, gérée collectivement par des institutions communes.

Ce n'est pas ce qui s'est produit. Nous vivons aujourd'hui la fin concrète de ce rêve. La fin du multilatéralisme, c'est-à-dire la fin d'un monde organisé ensemble par des règles communes, et le retour brutal au bilatéralisme, des nations qui négocient une par une, dans le rapport de force. Les institutions qui incarnaient la gestion collective du monde sont à l'arrêt. On n'entend presque plus l'ONU, naguère présente dans chaque crise. L'OTAN est traversée de doutes existentiels. L'Organisation mondiale du commerce, qui arbitrait la mondialisation, est devenue une coquille. Et l'Union européenne peine désormais à s'accorder, fût-

ce sur l'Ukraine. Ce basculement est si rapide et si radical que les sociétés n'arrivent plus à l'absorber. Trop de ruptures, trop vite. De ce vertige naît partout la même fracture, une polarisation qui déchire les opinions, chez nous comme ailleurs, parce qu'un peuple désorienté finit toujours par se diviser.

Car derrière ce désordre, un autre ordre se dessine, celui des empires. Le monde se réorganise autour de deux superpuissances qui s'affrontent, l'Amérique des USA et la Chine, dans une guerre froide d'un genre nouveau. Presque tout ce qui agite la planète depuis le retour de Donald Trump découle de cet affrontement. La guerre commerciale en est le visage le plus visible. En 2025, les États-Unis ont porté leurs droits de douane au plus haut niveau depuis un siècle, et l'un de leurs objectifs centraux était d'asphyxier la Chine, dont les exportations vers l'Amérique ont été divisées par deux en quelques mois. Pourquoi cette brutalité ? Parce que la Chine s'est industrialisée, modernisée et s'est mise à innover à une vitesse stupéfiante, avec un coût du travail plus faible, sans démocratie ni les normes sociales et écologiques qui pèsent sur les démocraties. Ce que l'Occident dénonce comme une concurrence déloyale qui lui coûte ses usines et ses emplois. Trump a dit stop, et il faut reconnaître qu'il n'a pas tout à fait tort, tant les relations commerciales de l'Amérique avec le monde étaient déséquilibrées depuis les années 90.

Mais l'arme la plus puissante des États-Unis n'est pas douanière, elle est monétaire. Depuis les années soixante-dix, le pétrole mondial se vend en dollars, et les pays qui en vendent replacent ces dollars dans la dette américaine. Ce privilège, que l'on a appelé le système pétrodollar, est l'avantage économique ultime de l'Amérique, celui qui lui permet de s'endetter sans limite. Et comme Washington sait que le pétrole finira, il prépare déjà la relève. En juillet 2025, les États-Unis ont adopté le GENIUS Act, une loi qui encadre les stablecoins, ces monnaies numériques privées adossées au dollar, en obligeant leurs émetteurs à les garantir par de la dette américaine. Le Trésor américain l'assume ouvertement : l'objectif est de conforter le statut de monnaie de réserve du dollar et de faire naître une demande nouvelle pour la dette des États-Unis. Comme la quasi-totalité de ces monnaies

numériques sont libellées en dollars, et comme la Banque centrale européenne elle-même alerte sur la perte d'autonomie monétaire qui en résulterait pour l'Europe, nous assistons, sans même nous en apercevoir, à une nouvelle prise de contrôle. L'Europe n'a rien vu venir, et la perte est déjà colossale.

Voilà le vrai visage de ce monde, celui où chaque empire peut couper les vivres à qui en dépend. Si demain l'Amérique nous prive de son gaz liquéfié ou de son intelligence artificielle, et la Chine de ses terres rares, nous n'avons aucune solution de rechange. L'Allemagne vient d'en faire la démonstration tragique. Plutôt que de miser sur son nucléaire, elle a parié sur le gaz russe bon marché. Quand Moscou a fermé le robinet et que les gazoducs ont été sabotés en 2022, son industrie, privée d'énergie compétitive, a vacillé. Deux années de récession, et un fonds spécial de 500 milliards d'euros voté en 2025 pour tenter de se relever, après des pertes de performance économique estimées à deux cents milliards d'euros pour la seule année 2024. Le pays jadis présenté comme le moteur de l'Europe en est devenu le maillon faible. Le monde se durcit, et nul n'y échappe.

Dans ce monde d'empires, où en est l'Europe ? À l'agonie. Le mot est dur, mais c'est celui qu'emploie l'homme que l'on peut le moins suspecter d'europhobie. Dans son rapport remis en septembre 2024, Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, prévient que l'Union est promise à une lente agonie si elle ne se ressaisit pas, et parle d'un défi existentiel. Les chiffres donnent le vertige. En 2002, le PIB européen dépassait de quatre pour cent celui des États-Unis, en 2023 il lui était inférieur de douze pour cent. Notre productivité progresse trois fois moins vite, l'Europe a raté la révolution de l'intelligence artificielle, dont soixante-dix pour cent des modèles fondamentaux ont été créés aux États-Unis, et trente pour cent de nos pépites technologiques ont quitté le continent faute de pouvoir y grandir. Notre énergie coûte jusqu'à cinq fois plus cher qu'outre-Atlantique. Et pendant que nos rivaux avancent, nous légiférons. Entre 2019 et 2024, l'Union a produit près de treize mille actes législatifs, contre trois mille cinq cents pour le Congrès américain. Voilà l'effet Bruxelles, cette manie de réglementer avant de produire, qui étouffe notre

propre industrie sous les normes avant même qu'elle ait pu naître.

Comment en est-on arrivé là ? Par un vice de construction. Les Français avaient dit non au traité constitutionnel en 2005. On le leur a réimposé deux ans plus tard par la voie parlementaire, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, dans des conditions vécues comme une trahison. Depuis, l'Europe se gouverne par une Commission sans véritable légitimité démocratique, qui concentre toujours plus de pouvoir et applique ses règles à géométrie variable, durement aux uns, avec indulgence aux plus forts. Elle repose sur une monnaie unique sans Trésor ni État commun, adossée à la dette de dix-neuf États aux destins divergents. Elle n'a pas d'armée. Et elle a vécu sur une illusion, celle d'une amitié éternelle avec l'Amérique. Mais entre les nations, il n'y a pas d'amis, il n'y a que des intérêts, y compris au sein des Vingt-Sept, et les États-Unis ont toujours eu, derrière les sourires, l'ambition de peser sur l'Europe. Pendant que la Chine réussissait son tour de force industriel, nous distribuions des amendes en répétant que ce n'était pas juste.

Alors, vers quoi cette pente nous mène-t-elle ? Et bien inexorablement vers une Europe-musée. Un continent magnifique, l'un des plus beaux cadres de vie du monde, premier pour l'état de droit, pour l'espérance de vie en hausse constante, pour la qualité de ses villes et de son héritage. Mais un musée, justement. Un lieu que l'on visite et que l'on admire, où l'on vient chercher le passé, et qui ne décide plus de rien. La grande puissance commerciale d'hier devient une vitrine sans pouvoir, reléguée au second rang, spectatrice dans l'ombre des vraies puissances qui, elles, façonnent le siècle.

Les signes de ce déclassement ne sont pas des hypothèses, ils sont déjà là, documentés par le rapport Draghi lui-même. Faute de lanceur disponible, l'Europe a dû utiliser les fusées de la société américaine SpaceX pour mettre en orbite les satellites de son propre programme stratégique Galileo. Pour les processeurs les plus avancés, toute notre industrie de l'intelligence artificielle dépend du matériel d'une seule entreprise américaine. Plus de quatre cinquièmes de nos produits, services et infrastructures

numériques sont importés. Sur les cinquante plus grandes entreprises technologiques de la planète, quatre seulement sont européennes. Et pour notre sécurité, nous dépensons trois fois moins que les États-Unis, dont la doctrine se détourne désormais de l'Europe pour se concentrer sur le Pacifique, par crainte de la Chine. Le protecteur s'en va, et nous n'avons toujours pas d'armée.

Voilà le vrai danger. Pris en tenaille entre les deux empires, sans souveraineté monétaire, sans souveraineté numérique, sans défense autonome, le continent risque tout simplement d'être partagé. Non par les armes, mais par la dépendance. La dépendance à l'Amérique et de son dollar, des données, du cloud, des armes et des normes. La dépendance à la Chine par son industrie, ses terres rares, ses usines, son avancée dans tous les secteurs technologiques et savants qui la place actuellement leader mondial. Et au milieu, nous. Réduits au seul rôle qui nous resterait, celui de clients. Un marché de quatre cent quarante millions de consommateurs encore solvables, riches pour un temps, achetant la technologie des autres, les plateformes des autres, les règles des autres. Le continent qui a inventé le monde moderne finirait spectateur de sa propre histoire, simple clientèle de puissances qui, elles, auront choisi de décider.

Soyons lucides : notre monde est plus fracturé qu'il ne l'a été depuis 1945. Les idées d'après-guerre, réconciliatrices et universalistes, n'ont plus cours dans un monde redevenu un théâtre de puissances. L'Europe telle qu'elle est n'est plus la solution, elle est devenue un poison pour elle-même, un corps qui étouffe et tente de survivre avec les mauvais outils et le mauvais système. Ses derniers élans ne sont que les soubresauts d'un organisme à bout de souffle. Elle doit donc cesser d'exister en l'état, non pour disparaître, mais pour se métamorphoser, en un ensemble plus équilibré, plus souverain et plus pertinent face au monde réel, un consortium de nations souveraines aux intérêts communs plutôt qu'une bureaucratie qui les dépossède.

Car le diagnostic de Draghi est juste, mais son remède ne l'est pas. Mutualiser les dettes des nations et lever le verrou de leur droit de veto, c'est les déposséder un peu plus au profit d'une

technocratie bruxelloise qui en a déjà trop. On ne guérit pas l'Europe en la centralisant davantage. On aggrave le mal qui la ronge. Il existe une autre voie. Ce tome est consacré à la tracer. Le monde se durcit, mais les solutions existent, et la France, si elle le veut, a encore les moyens de retrouver son rang et d'entraîner derrière elle une Europe enfin digne de ce nom.

Enfin pour toutes ceux et celles qui nous rétorqueraient que l'union amorce un changement et qu'on peut éviter ça, etc... Nous vous répondrions que nous n'y croyons absolument pas. Quand bien même un effet se ferait sentir, ce serait celui de l'onde d'un coup d'épée dans l'eau. Si c'était possible, de changer en mieux, alors les technocrates devraient de facto dire « qu'ils se sont trompés » et que bon nombre de projets de lois qui ont été imposés au 27 devraient être renégociés, abandonnés. Tout leur travail et leur posture qui est restée inflexible quasiment, devrait être sabordée par eux-même... Et le jour où un technocrate aura le courage de faire ce qui est bon pour le plus grand nombre, ça se saura. Donc non, nous n'y croyons pas. Nous avons identifié la source du problème. Pour la France c'est son système politique et démocratique, hérité de l'après-guerre et qui est inadéquat aujourd'hui. Pour l'Europe, c'est son système politique et technocratique qui sape la souveraineté des états en décidant à la place des peuples, ce qui est bon pour eux. C

SOMMAIRE DU TOME 3

Thèmes abordés dans ce dernier tome :

La relation de la France avec l'Europe, La proposition de refondation, les challenges qui nous attendent ensemble.

- 1. La France et l'Europe : Je t'aime, moi non plus.**
- 2. Et du déclin viendra l'effacement.**
- 3. Et de ses cendres, l'Europe renaîtra.**
- 4. La commission de trop.**
- 5. Souveraineté monétaire : un euro réformé.**
- 6. Frontières**
- 7. Le bouclier Européen**
- 8. Sans énergie, pas de liberté**
- 9. Une Europe ni musée, ni province.**
- 10. Elargir nos horizons.**

1.

LA FRANCE & L'EUROPE : JE T'AIME, MOI NON PLUS.

La France et l'Europe forment le plus ancien couple du continent, et comme les vieux couples, elles ne savent plus toujours si elles s'aiment encore ou si elles se supportent. Il y a entre elles trop d'histoire pour se quitter, et trop de griefs pour faire semblant que tout va bien. Ce chapitre traitera de la vérité d'un amour ancien : ce que nous devons à l'Europe et ne renierons jamais, ce que nous ne supportons plus et changerons, et la seule manière de rester ensemble sans nous perdre.

COMMENT LA FRANCE EST ENTRÉE EN EUROPE

Pour comprendre le couple, il faut revenir à sa naissance, car l'ambivalence n'y est pas un accident tardif : elle y est de naissance.

Tout commence par un geste français. Le 9 mai 1950, Robert Schuman, sur une idée de Jean Monnet, propose de placer la production de charbon et d'acier de la France et de l'Allemagne sous une autorité commune. L'intention est limpide et grande : rendre la guerre entre les deux ennemis héréditaires non seulement impensable, mais matériellement impossible. La Communauté européenne du charbon et de l'acier naît du traité de Paris de 1951. L'Europe est donc, à l'origine, une invention française, pensée pour la paix et pour arrimer l'Allemagne à

l'Occident. Nous ne l'oublierons jamais, car on ne renie pas ce que l'on a soi-même fondé.

Mais la première fêlure apparaît presque aussitôt. En 1954, la France elle-même, par le vote de son Assemblée nationale le 30 août, rejette la Communauté européenne de défense qu'elle avait pourtant inspirée, refusant de fondre son armée dans un commandement supranational. Le « moi non plus » est là, dès le commencement : la France veut l'Europe, mais pas au prix de son épée. Elle dira oui à l'union des marchés, non à l'abandon du régalien. Tout le reste de l'histoire tiendra dans cette ligne de partage.

Le projet rebondit alors sur le terrain économique. Les traités de Rome de 1957 créent la Communauté économique européenne, et la France en est l'un des six membres fondateurs. Le marché commun se construit, la prospérité suit, et l'Europe devient le cadre naturel de la reconstruction.

Puis vient de Gaulle, qui incarne la tension à l'état pur. Européen par calcul lucide, il défend une Europe des nations et refuse la dérive supranationale. En 1965, il provoque la crise dite de la chaise vide pour préserver le droit de veto des États, qu'il obtient par le compromis de Luxembourg en 1966. Par deux fois, il s'oppose à l'entrée du Royaume-Uni. La matrice gaulliste est posée, et c'est la nôtre : oui à une Europe des peuples souverains qui coopèrent, non à un super-État qui les dissout.

Les décennies suivantes approfondissent pourtant l'union, souvent pour le meilleur. En 1979, le Système monétaire européen stabilise les changes, et le Parlement européen est pour la première fois élu au suffrage universel, présidé par Simone Veil. En 1985, les accords de Schengen ouvrent les frontières intérieures. En 1986, l'Acte unique, porté par Jacques Delors, lance le grand marché intérieur. L'Europe avance, et la France avance avec elle.

1992 est le tournant. Le traité de Maastricht transforme la Communauté en Union européenne et trace la route vers la monnaie unique. Les Français l'approuvent par référendum, le 20

septembre 1992, mais d'un « petit oui » à peine supérieur à cinquante et un pour cent. La nation est déjà coupée en deux. L'euro suivra, dans les portefeuilles, en 2002.

Et 2005 est la blessure. Consulté par référendum le 29 mai sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe, le peuple français dit non, à près de cinquante-cinq pour cent. Deux ans plus tard, l'essentiel du texte rejeté revient sous le nom de traité de Lisbonne, ratifié cette fois par la voie parlementaire, sans nouvelle consultation populaire. Le peuple avait dit non, on fit passer le oui par une autre porte. Cette plaie-là ne s'est jamais refermée, et elle nourrit aujourd'hui encore la défiance.

La France n'a donc jamais été ni tout à fait dedans, ni tout à fait dehors. Elle a fondé l'Europe et l'a freinée, elle l'a aimée et s'en est méfiée, elle l'a portée et s'est sentie dépossédée par elle. Le « je t'aime, moi non plus » n'est pas une humeur passagère : c'est la structure même d'une histoire vieille de soixante-quinze ans. Reste à la regarder en face, dans ses deux versants, pour en sortir par le haut.

« JE T'AIME »

Disons d'abord ce que nous devons à l'Europe, sans réticence, car la lucidité n'interdit pas la gratitude.

L'Europe n'est pas qu'un marché, c'est une civilisation. Avant d'être une union douanière, elle est un héritage partagé : la raison grecque, le droit romain, l'humanisme de la Renaissance, les Lumières, une certaine idée de la personne humaine et de sa dignité que le monde entier nous envie ou nous conteste, mais que nul n'ignore. Cet héritage est notre maison commune, et il ne se négocie pas.

L'Europe, c'est aussi la paix. Après mille ans de guerres fratricides, après deux suicides continentaux au vingtième siècle, des nations qui s'étaient saignées pendant des siècles ont choisi de lier leurs destins plutôt que de s'entre-tuer. C'est la promesse fondatrice, et elle a tenu. Aucune génération de Français et

d'Allemands n'a, depuis, eu à se faire la guerre. On ne mesure jamais assez ce miracle, parce qu'on n'en vit que l'évidence.

L'Europe, enfin, c'est la seule échelle à laquelle nous pesons encore. Seule, la France est une nation moyenne dans un monde de continents. Ensemble, l'Europe est le premier marché de la planète, plus de quatre cents millions de consommateurs, une puissance commerciale que ni Washington ni Pékin ne peuvent ignorer. Face aux géants, l'union n'est pas une option sentimentale, c'est une condition de survie. Et cette union est en partie notre œuvre, celle de Schuman et de Monnet. On ne crache pas sur ce que l'on a bâti de ses mains.

Voilà pourquoi nous ne serons jamais du camp de ceux qui veulent brûler la maison. Notre critique sera d'autant plus rude qu'elle vient de l'intérieur, et qu'elle vient de l'amour.

« MOI NON PLUS »

Mais il faut dire, avec la même franchise, ce que nous ne supportons plus. Car ce n'est pas l'Europe que nous rejetons, c'est ce que la technocratie en a fait.

Une communauté de nations qui a lentement dérivé vers une machine administrative. Le projet politique des fondateurs s'est mué en une production continue de normes, de directives et de règlements, qui enserrant la vie des peuples sans que les peuples y consentent. À mesure que la machine grossissait, l'électeur s'éloignait du pouvoir réel.

Cette dérive porte un nom : la dépossession. Des institutions que nul n'a élues décident pour des nations qui, elles, rendent des comptes à leurs citoyens. Une monnaie unique, calibrée sur le plus fort, étouffe les autres. Une inflation de règles étouffe nos entreprises et nos collectivités. Et la primauté du droit européen sur nos propres constitutions inverse l'ordre légitime des choses, faisant du juge de Luxembourg l'arbitre ultime de ce que le peuple souverain a pourtant inscrit dans sa loi fondamentale.

Au fond, c'est le sens du mouvement qui nous oppose à Bruxelles, et il faut nommer les choses justement. Ce que la technocratie européenne pratique n'est pas du fédéralisme, c'est son exact opposé. Le fédéralisme véritable répartit le pouvoir : il confie à chaque échelon ce qu'il sait faire, et laisse chaque communauté décider de ce qui la concerne. Bruxelles fait l'inverse. Elle dépossède les nations de leur souveraineté et concentre dans un centre unique, lointain et opaque, les pouvoirs qui devraient rester près des peuples, comme par exemple :

- **La primauté du droit européen sur la Constitution** *Depuis l'arrêt Costa contre ENEL de 1964, la Cour de justice de l'Union impose que le droit européen prime sur tout le droit national, jusqu'aux constitutions des États.*
- **Le CETA** *L'accord de libre-échange avec le Canada s'applique en France depuis 2017 par décision européenne, et près de 90 % de l'accord est mis en œuvre de façon « provisoire ». Quand le Sénat l'a rejeté le 21 mars 2024, par 211 voix contre 44, il a continué de s'appliquer quand même, car la partie commerciale relève de la compétence exclusive de Bruxelles. Le peuple dit non, le traité reste.*
- **Le contrôle des budgets nationaux** *Depuis le règlement de 2013, la Commission examine les projets de budget des États avant le vote de leurs parlements et peut exiger leur réécriture, comme elle l'a fait en rejetant celui de l'Italie en 2018, une première.*
- **Le Mercosur** *Tout le monde s'en souvient, c'est récent...*
- **Le glyphosate imposé** *En 2023, faute de majorité entre les États, la Commission a ré-autorisé seule le glyphosate pour dix ans, passant outre les réticences de plusieurs pays.*
- **Le chantage aux fonds** *Bruxelles a bloqué jusqu'à 137 milliards d'euros destinés à la Pologne, dont 76,5 milliards de fonds de cohésion et plus de 60 milliards du plan de relance,*

pour la contraindre à réécrire l'organisation de sa justice, via deux « super jalons » imposés comme condition du déblocage. Les fonds n'ont été débloqués qu'en 2024, après l'arrivée d'un nouveau gouvernement. Autrement dit, l'Union a tenu en otage l'argent d'une nation jusqu'à ce qu'elle change ses lois internes et, de fait, jusqu'à ce qu'elle change de majorité.

En juillet 2015, les Grecs rejettent par référendum, à plus de soixante pour cent, le plan d'austérité de leurs créanciers. En quelques jours, la Banque centrale européenne coupe les liquidités d'urgence aux banques grecques, jusqu'à les forcer à fermer leurs portes et à instaurer le contrôle des capitaux. Étranglé, le gouvernement Tsipras finit par signer un mémorandum encore plus dur que celui que le peuple venait de refuser. Un peuple vote non, on lui impose le oui par la pression monétaire.

Depuis 2021, chaque État, y compris la France, ne touche son propre argent du plan de relance qu'en accomplissant des « jalons », c'est-à-dire des réformes intérieures validées par Bruxelles. Ce n'est plus un cas isolé, c'est devenu le principe : on ne récupère nos fonds qu'en obéissant.

- **Le champion industriel ? interdit !** *En 2019, la Commission a interdit la fusion Alstom-Siemens, tuant la naissance d'un géant ferroviaire franco-allemand capable de rivaliser avec la Chine... au nom de la concurrence ! On marche sur la tête...*
- **Le commerce confisqué.** *Aucun État membre ne peut signer seul le moindre accord commercial : le commerce extérieur est une compétence exclusive de l'Union, retirée aux nations.*

Ce n'est pas une fédération de nations libres, c'est un État qui se bâtit au-dessus d'elles et, trop souvent, contre elles. Nous voulons le mouvement contraire : le pouvoir qui redescend, au plus près de ceux qu'il concerne. C'est précisément ce que notre programme accomplira pour la France, à laquelle il donnera une architecture fédérale rapprochant la décision du citoyen, au lieu de l'abandonner à une caste qui décide à sa place. Nous

fédéraliserons la France pour rendre le pouvoir au peuple ; Bruxelles centralise l'Europe pour le lui retirer. Voilà toute la différence, et elle est entière.

Et ce procès, les Européens les plus sérieux le dressent eux-mêmes. Le rapport remis par Mario Draghi sur la compétitivité a décrit sans complaisance une Europe qui décroche : vieillissante, sur-réglémentée, distancée dans la course mondiale de l'innovation, naïve quand ses concurrents protègent sans scrupule leurs industries, dépendante des autres pour son énergie, et vassale pour sa défense à l'heure où la protection américaine se fait incertaine. Ce n'est pas un souverainiste français qui parle ainsi, c'est l'ancien président de la Banque centrale européenne. Quand le médecin de l'euro lui-même diagnostique l'agonie, il est temps d'agir.

Ce n'est donc pas l'amour qui meurt. C'est ce qu'on a fait de lui qui trahit la promesse.

NI LE DIVORCE, NI LA SOUMISSION

De cette tension, deux fausses sorties nous sont proposées, et nous les refusons l'une et l'autre.

La première est le divorce, le Frexit sur un coup de tête, sans se battre. Partir pour partir, c'est se condamner à la solitude : seule entre les blocs continentaux, la France ne redeviendrait pas souveraine, elle changerait seulement de tutelle, américaine ou chinoise. Notre projet n'est donc pas de partir, il est de réformer l'Europe. Et si la réforme de l'Europe est refusée, si Bruxelles choisit l'épreuve de force et sabote toute remise en cause, alors nous ne nous interdirons rien. Bruxelles a cru faire du Brexit un châtiment exemplaire, une punition mise en scène pour dissuader quiconque songerait à l'imiter. Qu'elle médite alors ceci : le départ d'un membre fondateur, de la deuxième économie de la zone, de la seule puissance nucléaire de l'Union, ne serait pas un exemple que l'on punit, ce serait le coup qui ferait vaciller tout l'édifice. Et de ces ruines, nous rebâtirions l'autre Europe que nous appelons de nos vœux. Ainsi, quoi qu'il advienne, réforme consentie ou

rupture imposée, nous aurons le dernier mot. Et c'est précisément cette certitude qui rend la réforme possible, car on ne négocie sérieusement qu'avec celui qui peut, s'il le faut, se lever de table.

La seconde est la soumission, la dissolution dans un super-État. Accepter que l'Europe achève sa marche centralisatrice, que les nations deviennent les provinces d'un pouvoir qui les dépasse, que la démocratie s'éloigne définitivement de l'électeur. C'est renoncer à ce que nous sommes, et précisément à ce que les fondateurs ne voulaient pas.

Entre ces deux abîmes, il existe une troisième issue, et c'est la nôtre : le consortium de nations souveraines et libres. Une Europe qui se concentre sur ce qu'elle fait mieux que les nations seules, et qui leur rend tout le reste. La **subsidiarité** y devient la règle d'or : rien ne se décide en haut qui puisse se décider en bas. Des règles communes pour le libre-échange intérieur. Une monnaie commune pour les paiements et pour le poids collectif, selon l'architecture que nous avons exposée. Une voix unique vers l'extérieur. Et rien de plus. L'Europe redevient le bouclier et le levier des nations, elle cesse d'être leur tutrice.

Cette Europe-là sera une puissance, non une passoire. Elle assumera enfin son autonomie stratégique, pour sa défense, pour son énergie, pour son industrie, pour son numérique, au lieu de subir les dépendances qui la rendent vulnérable. Elle protégera ses intérêts comme les autres protègent les leurs, sans naïveté. Et la France, forte de son siège, de son armée, de son nucléaire et de son poids, conduira cette refondation, non comme une nation qui quémande, mais comme une nation qui propose.

Tel est notre pari. L'Europe que Draghi décrit comme agonisante n'est pas condamnée, elle est malade, et une maladie se soigne dès lors qu'on cesse le déni. Nous ne voulons pas enterrer l'Europe, nous voulons en écrire le nouveau chapitre, celui d'une Europe des nations souveraines **ET** commercialement soudée. C'est la seule configuration qui nous donnera une chance de peser sur l'avenir du monde, non pas contre les États-Unis et la Chine, mais avec eux, à la table des grands, et non sous la table.

Car un couple qui dure n'est pas celui où l'un commande et l'autre se tait. C'est celui qui parle, qui transige, qui évolue ensemble, où chaque voix pèse et où nul n'impose à l'autre sa loi. Le jour où l'un prend l'ascendant et décide pour deux sans plus écouter, l'amour se mue en emprise, et la relation devient toxique.

C'est, disons-le sans détour, ce qu'est devenu notre lien avec Bruxelles : une voix qui ordonne, une autre qu'on n'écoute plus. La France ne demande pas à rompre. Elle demande à être entendue. Et elle le dira à l'Europe avec la franchise que l'on doit à ceux que l'on aime : tu fais fausse route, et tu dois changer.

Nous nous aimons, l'Europe et nous, depuis soixante-quinze ans, mal parfois, mais durablement. Il ne s'agit pas de nous quitter. Il s'agit d'apprendre, enfin, à nous aimer en égaux et en hommes et femmes libres.

2.

ET DU DÉCLIN VIENDRA L'EFFACEMENT

On nous accuse volontiers de noircir le tableau. Quand nous disons que l'Europe décroche, qu'elle vieillit, qu'elle s'efface, on nous répond que nous cédonc au déclinisme. Alors laissons parler quelqu'un que nul ne peut soupçonner de militantisme souverainiste.

En septembre 2024, Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, ancien chef du gouvernement italien, a remis à la Commission européenne un rapport sur l'avenir de la compétitivité du continent. Ce texte n'est pas un pamphlet. C'est une commande officielle de Bruxelles, rédigée avec le concours d'une partie de l'élite économique mondiale, dont les prix Nobel Jean Tirole et Michael Spence, et des économistes comme Philippe Aghion ou Olivier Blanchard. Quand le médecin de l'euro, entouré de ses pairs les plus reconnus, signe à son tour le diagnostic d'agonie, le débat est clos. Le déclin n'est plus une opinion, c'est un fait.

Ce chapitre n'invente rien. Il prend ce constat, le projette dans le temps, et montre où il nous mène si nous ne changeons rien. Car c'est cela qui doit être dit sans détour : la trajectoire actuelle est déjà tracée, et au bout, il y a un mur.

LE VERDICT DES CHIFFRES

Le rapport Draghi établit froidement l'ampleur du décrochage. Depuis l'an 2000, le revenu réel par habitant a augmenté près de deux fois plus vite aux États-Unis que dans l'Union. L'écart de richesse entre les deux rives de l'Atlantique, mesuré en prix

constants, est passé d'un peu plus de quinze pour cent en 2002 à trente pour cent en 2023. Autrement dit, en une génération, l'Europe a laissé l'Amérique doubler l'écart, et ce sont les ménages européens qui en paient le prix, sous la forme d'un niveau de vie qui stagne.

La cause est identifiée : un effondrement de la productivité, lui-même enraciné dans une panne d'innovation. Le rapport le dit en une image qui devrait nous glacer : aucune entreprise européenne valant plus de cent milliards d'euros n'a été créée à partir de rien au cours des cinquante dernières années, alors que les six entreprises américaines qui dépassent aujourd'hui mille milliards sont toutes nées sur cette période. Seules quatre des cinquante premières entreprises technologiques mondiales sont européennes. En 2021, les entreprises de l'Union ont dépensé deux cent soixante-dix milliards d'euros de moins que les américaines en recherche. Et lorsqu'un talent européen perce malgré tout, il s'en va : près d'un tiers des jeunes pousses devenues des géants en Europe ont déménagé leur siège à l'étranger, en grande majorité aux États-Unis. Nous formons les inventeurs, d'autres récoltent leurs fruits.

LES TROIS ÉTAUX

Le rapport décrit trois transformations que l'Europe doit affronter. Faute d'y répondre, ce sont trois étaux qui se referment lentement sur elle.

Le premier étau est le décrochage technologique.

L'Europe a manqué la première révolution numérique, celle d'internet, et elle est en train de manquer la suivante, celle de l'intelligence artificielle. Le rapport est sans appui : la quasi-totalité des grands modèles d'IA et de l'informatique en nuage sont américains ou chinois, l'Europe ne pèse presque rien dans le quantique, et elle reste prisonnière de ce que les économistes nomment le piège des technologies intermédiaires, ces industries matures où elle excelle mais où la croissance s'épuise. À cette panne s'ajoute un choc démographique : à partir de 2040, la population active de l'Union diminuera de près de deux millions de travailleurs chaque année, et le rapport entre actifs et retraités

glissera de trois pour un vers deux pour un. Le calcul est implacable. Si l'Europe conserve son rythme de productivité actuel, son économie n'augmentera plus du tout : elle se contentera de stagner jusqu'en 2050.

Le deuxième étau est l'étranglement énergétique.

Une entreprise européenne paie aujourd'hui son électricité deux à trois fois plus cher qu'une entreprise américaine, et son gaz quatre à cinq fois plus cher. Aucune industrie ne survit longtemps à un tel handicap. Le rapport décrit déjà le mouvement : les industries lourdes réduisent leur production, ferment, ou partent produire ailleurs. Et pendant que l'Europe se débat, la Chine, forte de subventions massives et d'une génération d'avance, inonde le marché des technologies propres et des véhicules électriques. La part des constructeurs chinois sur le marché européen de la voiture électrique est passée d'environ cinq pour cent en 2015 à près de quinze pour cent en 2023, tandis que celle des constructeurs européens reculait de quatre-vingts à soixante pour cent, sur leur propre sol. La décarbonation, mal conduite, ne crée pas l'industrie de demain : elle détruit celle d'aujourd'hui.

Le troisième étau est la vulnérabilité stratégique.

L'Europe dépend de l'étranger pour plus de quatre-vingts pour cent de ses produits, services et infrastructures numériques. Pour les matières premières critiques, sans lesquelles il n'y a ni batterie, ni éolienne, ni arme moderne, elle est suspendue à une poignée de fournisseurs : la Chine transforme à elle seule entre trente-cinq et soixante-dix pour cent du nickel, du cuivre, du lithium et du cobalt mondiaux, et elle a déjà montré qu'elle savait transformer cette dépendance en arme, multipliant par neuf ses restrictions à l'exportation en une décennie. Quant à la défense, le rapport en dresse un tableau accablant : les dépenses militaires de l'Union représentent environ un tiers de celles des États-Unis, son industrie est éclatée au point d'aligner douze modèles de chars de combat là où l'Amérique n'en produit qu'un, et elle investit dans la recherche de défense quatre fois moins, en proportion, que son allié américain. Le tout au moment précis où cet allié se détourne de l'Europe pour regarder vers le Pacifique et la Chine. Nous devenons vulnérables exactement quand notre protecteur s'éloigne.

LE MUR, ET SA DATE

Voilà le présent. Maintenant, projetons. Le rapport Draghi formule lui-même la conséquence, et c'est la phrase qui devrait ouvrir tous les conseils des ministres du continent. Si l'Europe ne redresse pas sa productivité, elle ne pourra pas être à la fois un champion des nouvelles technologies, un modèle de responsabilité climatique et un acteur indépendant sur la scène mondiale. Elle ne pourra pas non plus financer son modèle social. Elle devra renoncer à certaines de ses ambitions, sinon à toutes. Draghi emploie un mot que les rapports officiels n'emploient jamais : il parle d'un **défi existentiel**.

Traduisons cet avertissement en conséquences quasi certaines, car c'est le rôle d'un programme politique de regarder l'avenir en face. Si rien ne change, l'industrie européenne continuera de se déliter sous le double effet du coût de l'énergie et de la concurrence subventionnée. La population active fondra sans que la productivité prenne le relais, et la croissance s'éteindra. Les dettes publiques, déjà élevées, deviendront insoutenables dès lors que l'économie ne grandira plus. Il faudra alors choisir, et le choix sera déchirant : sacrifier le modèle social, ou bien la défense, ou encore l'investissement d'avenir. On ne pourra pas tout tenir. Et une Europe appauvrie, désindustrialisée, sans armée crédible et sans souveraineté technologique, ne sera plus un acteur du monde : elle en sera l'enjeu. Chaque nation, prise séparément, tombera sous une tutelle, américaine ou chinoise, selon celui qui aura su poser sa main. Voilà le mur. Il n'est pas une hypothèse lointaine, il est le prolongement mécanique de la pente actuelle.

ET LES DEMI-MESURES DE BRUXELLES ?

On nous objectera que Bruxelles n'est pas restée les bras croisés. C'est vrai, et il faut le reconnaître honnêtement. Depuis le rapport, la Commission a lancé une Boussole de compétitivité, un Pacte pour une industrie propre, une Union de l'épargne et de l'investissement, le projet de plusieurs grandes usines à

intelligence artificielle et une réforme des télécommunications. Elle affirme avoir déjà livré plus de la moitié de ses initiatives et mobilisé plus de mille milliards d'euros. Sur le papier, l'Europe a entendu l'alarme.

Sur le terrain, le compte n'y est pas, et de très loin. Un an après le rapport, un audit indépendant conduit par un institut bruxellois avec le concours de plus de cent vingt experts a passé au crible les recommandations de Draghi. Le résultat est accablant : sur près de quatre cents recommandations, onze pour cent à peine étaient pleinement appliquées, et un tiers seulement en comptant les mises en œuvre partielles. Dans l'énergie, qui était pourtant la première priorité du rapport, pas une seule recommandation n'avait été menée à son terme. Voilà ce que valent les annonces : un dixième de promesses tenues.

Le plus éloquent, c'est le verdict de l'auteur lui-même. Un an après, réuni à Bruxelles avec la présidente de la Commission, Mario Draghi n'a pas célébré des avancées, il a constaté une aggravation. Chacun des défis qu'il avait identifiés s'était creusé. Il a pressé les dirigeants, sans détour, de faire enfin ce qu'il leur avait recommandé. Quand le médecin revient au chevet du malade un an plus tard et le trouve plus mal, c'est que l'ordonnance n'a pas été suivie.

Et pendant que l'Europe délibère, le fossé s'élargit plus vite qu'elle ne le comble. La facture grimpe : la Banque centrale européenne chiffre désormais le besoin d'investissement annuel à près de mille deux cents milliards d'euros pour la période 2025-2031, contre huit cents milliards un an plus tôt.

Au même moment, les États-Unis dressent leurs droits de douane à un niveau jamais vu depuis les années 1930, l'excédent commercial de la Chine avec l'Union bondit de près de vingt pour cent en un an, et sur la frontière de l'intelligence artificielle, l'Amérique a produit en une année

quarante grands modèles, la Chine quinze, l'Europe trois. La pente que nous décrivions ne s'est pas redressée, elle s'est accentuée.

Alors, à la question de savoir si les mesurette de Bruxelles suffiront à éviter le mur, la réponse est **non**. Elles arrivent **trop tard** et trop petites au regard de l'urgence. Et nous verrons plus loin que celles qui avancent souffrent d'un défaut plus grave encore : elles vont dans la mauvaise direction.

L'ANGLE MORT : QUAND LE TRAVAIL LUI-MÊME S'EFFACE

Il y a pourtant une menace que le rapport Draghi n'effleure qu'à peine, et que l'Europe n'anticipe pas du tout, alors qu'elle pourrait tout emporter : la transformation du travail lui-même par l'intelligence artificielle et la robotique.

Toutes les révolutions technologiques du passé déplaçaient les emplois d'un secteur vers un autre. La machine à vapeur, l'électricité, l'informatique ont détruit des métiers mais en ont créé davantage. L'intelligence artificielle est d'une autre nature. Elle n'automatise pas une tâche, elle automatise l'intelligence elle-même, ce qui en fait une technologie à usage général sans précédent. Dès lors qu'une machine accomplit une tâche mieux et moins cher qu'un humain, la logique économique pousse, inexorablement, à remplacer l'humain. Le rapport Draghi le reconnaît du bout des lèvres, en citant des études selon lesquelles environ quatre travailleurs sur cinq pourraient voir au moins un dixième de leurs tâches affectées, et près d'un sur cinq, la moitié.

Ceci n'est pas un scénario de science-fiction, c'est un mouvement déjà engagé, mesurable, daté. Du côté du IA, le rythme des progrès est devenu vertigineux. La puissance de calcul consacrée à l'entraînement des modèles d'intelligence artificielle quadruple environ chaque année, soit un doublement tous les cinq à six

mois, bien plus vite que la fameuse loi de Moore qui a gouverné l'informatique pendant un demi-siècle. La durée des tâches qu'une machine sait mener seule, sans intervention humaine, double tous les sept mois environ. Au début de l'année 2026, les grands laboratoires américains, OpenAI, Google, Anthropic, publiaient un nouveau modèle de pointe tous les onze jours, et les épreuves conçues pour mesurer ces machines devenaient obsolètes les unes après les autres, saturées par des intelligences qui les dépassaient. Voilà ce qu'est une courbe exponentielle : non pas une progression régulière, mais une accélération qui prend de vitesse l'imagination elle-même, comme en témoigne le graphique ci-dessous.



Source de la courbe: données METR

Ce que cette courbe raconte : en 2019, une IA tenait une tâche de deux secondes. Début 2025, elle en tient une d'environ une heure. La partie pleine est mesurée, la partie en pointillés prolonge la même pente. Et c'est là que ça devient vertigineux : si la droite continue, l'IA atteint la tâche d'une journée vers 2028, et celle d'une année entière au début des années 2030. Autrement dit, le moment où une machine pourra mener seule un projet aussi long qu'un travailleur humain ou un groupe de travailleurs humains sur une année n'est pas un horizon de science-fiction, c'est la prochaine décennie.

Du côté du matériel, la bascule est tout aussi concrète, et elle se joue d'abord en Asie. La Chine est entrée, en 2025, dans l'ère de la production de masse du robot humanoïde. Au début de 2026, une usine du Guangdong sortait un humanoïde toutes les trente minutes, des constructeurs comme Unitree ou UBTECH visaient

des dizaines de milliers d'unités par an, et leurs machines prenaient déjà leur poste sur les chaînes de BYD, de Geely, de Foxconn ou de SF Express. Pékin a inscrit le déploiement de dizaines de milliers de ces robots dans son plan quinquennal. Les États-Unis ne sont pas en reste : Tesla, Figure et Appttronik ont franchi en 2026 le seuil de la production, Tesla allant jusqu'à reconverter une usine automobile entière pour viser, à terme, un million de robots par an. Dans ce tableau, l'Europe est tout simplement introuvable.

Restent les calendriers, et là, l'honnêteté commande la prudence. Personne ne sait dire la date exacte à laquelle une intelligence artificielle générale, capable de tout faire aussi bien qu'un humain, deviendra réalité. Les dirigeants des grands laboratoires l'annoncent dans un à quatre ans, ce qui sert aussi leurs levées de fonds. Les marchés de prédiction la situent plutôt dans les années 2030. La plus large enquête d'experts place sa médiane en 2047, mais ce chiffre lui-même a reculé de treize ans en l'espace d'une seule année, signe que chaque mois rapproche l'échéance dans l'esprit même de ceux qui la mesurent. C'est tout le vertige de l'exponentielle : on peut discuter la date, on ne peut plus discuter la direction.

Des prospectivistes comme Stéphane Mallard, particulièrement reconnu pour son expertise sur l'IA, la disruption numérique et l'avenir du travail, se tiennent à l'extrême de ce spectre et décrivent une bascule totale et imminente : d'abord les cols blancs, ces métiers de bureau et d'analyse fauchés par des logiciels autonomes, puis presque aussitôt les cols bleus, lorsque les humanoïdes prendront en charge la manutention, la plomberie, le ménage. On peut juger ce calendrier trop pressé. Mais qu'elle advienne en cinq ans ou en quinze, la conséquence est la même : le travail humain rémunéré va se raréfier, massivement, et plus vite que nos sociétés ne l'imaginent.

Il faut d'ailleurs comprendre que, dans certaines régions du monde, ces machines ne sont pas perçues d'abord comme une menace, mais comme un remède. La Corée du Sud et le Japon en offrent l'exemple le plus saisissant. Ces deux pays voient leur population s'effondrer. La Corée détient le taux de natalité le plus

bas de la planète, autour de sept dixièmes d'enfant par femme, soit moins du tiers du seuil de renouvellement, et sa population, qui culminera vers 2030, déclinera ensuite sans retour. Le Japon, dont la fécondité tourne autour de un enfant et demi, rétrécit et vieillit depuis des années. Faute de bras, ils robotisent. La Corée affiche de très loin la plus forte densité de robots industriels au monde, plus de mille deux cents pour dix mille salariés, près de cinq fois la moyenne de l'Europe occidentale, et le Japon demeure l'un des premiers fabricants de robots de la planète. Pour eux, l'automate n'est pas un rival qui vole un emploi, c'est le travailleur qui n'est jamais né. Or l'Europe entre dans la même spirale démographique, le rapport Draghi prévoyant la perte de près de deux millions d'actifs par an dès 2040. Elle connaîtra donc, elle aussi, le manque de bras. La seule question est de savoir avec quelles machines elle le comblera, et à qui elle devra les acheter.

Et c'est ici que se referme, sur l'Europe, le plus grand des pièges. Car cette vague, on vient de le voir, elle ne la produit pas. Absente de l'intelligence artificielle de pointe, marginale dans la robotique, l'Europe sera cliente, pas maîtresse. Elle subira la transformation au lieu de la conduire, et la dépendance technologique que nous avons décrite se doublera d'une dépendance plus intime encore, celle de nos emplois et de nos revenus à des machines conçues ailleurs.

Pire, l'Europe ne prépare rien. Pendant que d'autres réfléchissent déjà à la redistribution de la valeur produite par les machines, à un revenu adossé à cette production, à la place de l'humain dans un monde où l'effort de survie s'efface, l'Europe ne pose même pas la question. Or c'est son modèle social tout entier qui est en jeu. Ce modèle repose sur le travail salarié : on cotise en travaillant, on finance la solidarité par l'impôt sur le travail.

Le jour où le travail rémunéré tel qu'on le connaît actuellement disparaît, ce n'est pas seulement le financement de notre modèle social qui vacille, comme le note Draghi, c'est sa fondation même.

Une société qui a bâti sa dignité et sa solidarité sur le travail doit se demander, dès aujourd'hui, ce qu'elle deviendra quand le

travail ne sera plus le centre de la vie humaine. Ne pas se poser cette question, c'est la laisser nous tomber dessus sans défense.

Et il y a, derrière le financement, une question plus vertigineuse encore : que vaudra le travail lui-même ? Depuis toujours, la valeur d'un bien tient pour une large part au travail humain qu'il incorpore, et c'est par le salaire, prix de ce travail, que chacun reçoit sa part de la richesse produite. Mais si, dans moins de trente ans, l'essentiel de la valeur est créé par des machines qui ne réclament aucun salaire, le travail humain cessera d'être la mesure de la valeur, et le salaire cessera d'être le canal par lequel elle se partage. Que deviendra alors la rémunération ? Comment vivra celui ou celle dont l'heure de travail ne vaut plus rien face à une machine qui fait mieux pour presque rien ? Faudra-t-il verser à chacun un revenu tiré de la production des automates, partager la propriété de ce capital qui travaille à notre place, inventer un partage de la richesse que ni le marché ni l'impôt sur le salaire ne sauront plus assurer ? Ce ne sont pas des spéculations lointaines. Ce sont les questions que les nations devront trancher dans la génération qui vient. Et le futur, c'est déjà demain.

Nous ne prétendons pas ici trancher ce vertige, qui touche à l'économie, à la philosophie, au sens même de l'existence. Nous affirmons seulement ceci : un programme qui prétend penser l'avenir ne peut pas l'ignorer. L'Europe devra, en même temps qu'elle se réindustrialise et reconquiert sa souveraineté technologique, ouvrir le chantier du travail de demain. Sinon, à la liste des murs que nous venons de décrire s'en ajoutera un dernier, le plus vertigineux : une population entière rendue économiquement inutile par des machines qu'elle n'aura ni conçues, ni anticipées, ni maîtrisées.

ET LES DEMI-MESURES DE BRUXELLES ?

On nous objectera que Bruxelles n'est pas restée les bras croisés. C'est vrai, et il faut le reconnaître honnêtement. Depuis le rapport, la Commission a lancé une Boussole de compétitivité, un Pacte pour une industrie propre, une Union de l'épargne et de l'investissement, le projet de plusieurs grandes usines à

intelligence artificielle et une réforme des télécommunications. Elle affirme avoir déjà livré plus de la moitié de ses initiatives et mobilisé plus de mille milliards d'euros. Sur le papier, l'Europe a entendu l'alarme.

Sur le terrain, le compte n'y est pas, et de très loin. Un an après le rapport, un audit indépendant conduit par un institut bruxellois avec le concours de plus de cent vingt experts a passé au crible les recommandations de Draghi. Le résultat est accablant : sur près de quatre cents recommandations, onze pour cent à peine étaient pleinement appliquées, et un tiers seulement en comptant les mises en œuvre partielles. Dans l'énergie, qui était pourtant la première priorité du rapport, pas une seule recommandation n'avait été menée à son terme. Voilà ce que valent les annonces : un dixième de promesses tenues.

Le plus éloquent, c'est le verdict de l'auteur lui-même. Un an après, réuni à Bruxelles avec la présidente de la Commission, Mario Draghi n'a pas célébré des avancées, il a constaté une aggravation. Chacun des défis qu'il avait identifiés s'était creusé. Il a pressé les dirigeants, sans détour, de faire enfin ce qu'il leur avait recommandé. Quand le médecin revient au chevet du malade un an plus tard et le trouve plus mal, c'est que l'ordonnance n'a pas été suivie.

Et pendant que l'Europe délibère, le fossé s'élargit plus vite qu'elle ne le comble. La facture grimpe : la Banque centrale européenne chiffre désormais le besoin d'investissement annuel à près de mille deux cents milliards d'euros pour la période 2025-2031, contre huit cents milliards un an plus tôt. Au même moment, les États-Unis dressent leurs droits de douane à un niveau jamais vu depuis les années 1930, l'excédent commercial de la Chine avec l'Union bondit de près de vingt pour cent en un an, et sur la frontière de l'intelligence artificielle, l'Amérique a produit en une année quarante grands modèles, la Chine quinze, l'Europe trois. La pente que nous décrivions ne s'est pas redressée, elle s'est accentuée.

Alors, à la question de savoir si les mesures de Bruxelles suffiront à éviter le mur, la réponse est non. Elles arrivent trop tard et trop

petites au regard de l'urgence. Et nous verrons plus loin que celles qui avancent souffrent d'un défaut plus grave encore : elles vont dans la mauvaise direction.

POURQUOI LE DÉNI EST NOTRE VRAI ENNEMI

Ce qui rend ce constat si grave, c'est qu'il est unanime. Ce ne sont pas les souverainistes qui le dressent, c'est l'establishment lui-même, par la voix de son économiste le plus respecté et d'un aréopage de sommités. Draghi le dit d'ailleurs sans ménagement : la procrastination, l'art de remettre à plus tard pour préserver un faux consensus, n'a fait que ralentir la croissance, sans même produire le consensus qu'elle prétendait protéger. Le déni n'a rien sauvé. Il a seulement fait perdre un temps que nous n'avons plus. Le mérite du rapport Draghi est de tuer ce déni. Le nôtre sera d'en tirer les conséquences que lui-même n'ose pas tirer.

LE DIAGNOSTIC EST JUSTE, LE REMÈDE EST FAUX

Car ici nos chemins se séparent, et il faut le dire avec une totale honnêteté. Mario Draghi pose le bon diagnostic, mais il en tire le mauvais remède. Pour lui, la réponse au mur passe par toujours plus de centralisation : une dette commune émise par Bruxelles, la suppression du droit de veto des nations par la généralisation du vote à la majorité qualifiée, un régulateur financier unique calqué sur l'autorité américaine, un transfert accru de pouvoirs et de budgets vers le centre. En somme, soigner la dépossession des peuples par une dépossession plus grande encore.

Nous refusons cette voie, et pour une raison que le rapport lui-même fournit. Qui a produit la paralysie que Draghi dénonce ? La machine centrale elle-même. C'est elle qui met dix-neuf mois en moyenne à voter une loi. C'est elle qui a adopté près de treize mille actes en cinq ans, là où le Congrès américain en adoptait quelques milliers. C'est elle qui étouffe les entreprises sous une réglementation que Draghi est le premier à vouloir alléger. On ne guérit pas une machine qui asphyxie en lui donnant plus d'air à

respirer à sa place. La centralisation n'est pas le remède au mal européen, **elle en est la source.**

Soyons d'ailleurs justes envers Mario Draghi : son intention est sincère. Il veut sauver l'Europe, et il raisonne avec une logique en apparence imparable. Pour tenir tête aux géants, les États-Unis et la Chine, il faut devenir un géant à son tour. C'est une solution de comptable : on additionne les parties, on en fait un grand tout, on installe une capitale qui décide et des provinces qui suivent. Et l'on peut même invoquer l'exemple des grandes puissances, qui fonctionnent en effet ainsi, un centre qui commande et des régions qui s'exécutent.

Mais cette comparaison porte en elle-même sa réfutation. Si ces grands États tiennent, c'est que leurs provinces parlent une même langue, partagent une même culture, une même histoire, un même récit qui en fait un seul peuple. Voilà ce qui fonde une nation, et non un tracé sur une carte. Or l'Europe ne possède rien de tout cela à l'échelle du continent. On ne parle pas l'européen : on parle le français, l'allemand, l'italien, le polonais. Il n'existe pas une culture européenne unique, mais des cultures, des mémoires et des histoires longtemps rivales. L'Europe partage une civilisation, c'est vrai et nous y tenons, mais une civilisation n'est pas un peuple. Un super-État posé sur des peuples qui ne se confondent pas n'est plus une nation, c'est un empire administré de loin, et aucun peuple ne désire être gouverné dans une langue et selon un récit qui ne sont pas les siens. Et dans une Europe fragmentée, faire passer en force un super-État Européen générera révolte et colère dans les 27 pays, précipitant la fin de l'Europe elle-même. Voilà pourquoi le super-État européen n'est souhaitable pour personne, et pourquoi, au fond, il ne tiendrait pas.

Notre réponse est l'inverse de la sienne, et elle est cohérente avec tout ce programme. Là où Draghi veut retirer aux peuples leur dernier veto, nous voulons leur rendre la décision. Là où il veut un super-État qui mutualise la dette, nous voulons des nations souveraines qui coopèrent sur ce qui compte vraiment : une monnaie commune réformée, un marché ouvert, une voix unique vers l'extérieur, une autonomie stratégique bâtie par ceux

qui le veulent, et rien de plus. Nous prenons de Draghi le constat, implacable et salutaire. Nous lui laissons la potion, qui aggraverait le mal qu'elle prétend soigner.

Le mur est réel. Sa date approche. Il ne nous reste pas des décennies, il nous reste quelques années. Ce chapitre est l'alarme. Le reste de ce programme est la réponse.

3.

ET DE SES CENDRES, L'EUROPE RENAÎTRA.

Le chapitre précédent a rendu son verdict : le déclin est réel, l'effacement nous guette, et le remède de la centralisation aggraverait le mal au lieu de le soigner. Soit. Mais écarter une fausse réponse n'en tient pas lieu. Une fois la potion de Draghi reposée sur l'étagère, une question demeure, et c'est désormais la seule qui compte : par où passe la reconquête ? Comment, concrètement, une Europe distancée rattrape-t-elle son retard sans se renier ?

Notre réponse tient en un renversement. On ne ressuscite pas un continent par un plan venu d'en haut. On le ressuscite en libérant les forces que la machine centrale étouffe depuis un demi-siècle. La centralisation a fait les cendres. La liberté fera la renaissance.

LE VRAI MOTEUR

La vraie leçon n'est pas à Pékin, elle est à Washington, et elle dit l'inverse de ce que Bruxelles en retient. La puissance américaine ne naît pas d'un planificateur fédéral qui choisit les vainqueurs. Elle naît d'une concurrence féroce entre cinquante États et des milliers d'entreprises libres, qui se battent à l'intérieur d'un seul marché géant, sans barrière intérieure, sans norme qui étrangle l'audace avant qu'elle ait produit. Le marché fait le tri, pas le ministère. La rivalité fait les géants, pas la subvention.

L'Europe possède déjà l'ingrédient principal : le plus grand marché du monde. Elle l'a simplement saboté. Elle a étouffé ses entreprises sous la norme avant de les laisser courir, elle a fait passer chaque idée par trois commissions et cinq audits de conformité, elle a réglementé ce que les autres inventaient. Elle a transformé son atout en carcan.

La reconquête ne viendra donc pas d'un plan, elle viendra d'une libération. Nous rendrons aux nations un marché unique réel, débarrassé de la sur-réglementation qui le paralyse, où une entreprise française, allemande ou italienne pourra grandir, vendre et se battre sans demander la permission à un fonctionnaire. Et nous laisserons jouer entre elles une concurrence saine. Que chaque nation cultive ses forces, défende ses filières, attire les talents et les capitaux par sa fiscalité, son énergie et son audace, et non par la grâce d'une enveloppe distribuée à Bruxelles. De cette émulation entre nations libres naîtra la puissance que cinquante ans de dirigisme n'ont jamais su faire surgir. Ce ne sont pas les États qui doivent se débrouiller à la place du marché. C'est le marché, rendu libre, qui fera ce que le plan a échoué à faire.

CE QUI EST DÉJÀ EN MARCHÉ

Cette reconquête n'a pas besoin d'un nouveau plan parce que ses leviers sont déjà posés ailleurs dans ce programme.

La refondation monétaire corrige la distorsion qui étrangle aujourd'hui notre industrie : un euro trop fort pour la France et le Sud, trop faible pour l'Allemagne, qui dope artificiellement l'un et asphyxie les autres. Le retour à la monnaie commune rend à chaque nation l'arme de compétitivité qu'elle avait perdue. C'est le plus puissant des leviers industriels, et il est déjà écrit.

« Le Bouclier Européen » chapitre développé plus bas, sécurise notre base industrielle de défense et notre souveraineté technologique, en imposant l'achat souverain et le refus de toute dépendance qui place notre puissance sous la coupe d'un autre.

Et le socle national, lui, est dans les Tomes précédents : une fiscalité simple et compétitive qui cesse de punir ceux qui produisent, une énergie nucléaire vendue au prix de sa production et non au prix du gaz d'un voisin, une préférence souveraine dans la commande publique, un État stratège qui investit dans la recherche au lieu de la réglementer.

L'Europe n'a donc pas besoin que la France lui apporte un commissaire à l'industrie de plus. Elle a besoin que la France lui montre qu'on relève une nation par la liberté, et qu'une fois libérées, les nations tirent le continent vers le haut sans qu'aucun technocrate ne s'en soit mêlé.

LA BRÈCHE DANS LE MUR

Le mur que décrit Draghi est réel. Mais on ne le franchit pas en empilant des plans contre sa paroi, on l'ouvre en libérant les forces qu'il retient. La brèche, ce n'est pas une stratégie industrielle européenne de plus. C'est la liberté rendue aux nations, la concurrence rendue au marché, et la confiance rendue à ceux qui entreprennent.

L'Europe n'a jamais manqué de génie. Elle a manqué d'air. Nous lui rendrons l'air, et elle franchira son mur d'elle-même.

4.

LA COMMISSION DE TROP

Posons la question que personne n'ose poser : qui gouverne l'Europe ? Pas les peuples, qui ne votent jamais pour elle. Pas vraiment les chefs d'État, qui se réunissent, négocient, puis repartent. Au cœur de la machine se tient un organe que presque aucun citoyen ne saurait nommer, et qui pourtant décide pour presque cinq cents millions d'Européens : la Commission européenne. C'est par elle que commence toute refondation, car tant qu'elle restera ce qu'elle est, l'Europe restera ce qu'elle est devenue, une administration qui se substitue aux nations au lieu de les servir.

QU'EST-CE QUE LA COMMISSION ?

Il faut le dire simplement, car c'est dans la simplicité que l'anomalie apparaît. La Commission est l'organe exécutif de l'Union, composé de vingt-sept commissaires, un par pays, nommés par les gouvernements et validés par le Parlement. Mais elle n'est élue par personne. Aucun citoyen ne dépose un bulletin à son nom. Et cette assemblée non élue détient deux pouvoirs qui, réunis, n'existent dans aucune démocratie nationale.

Le premier est le monopole de l'initiative législative. En Europe, une loi ne peut naître que d'elle. Ni le Parlement élu, ni les États ne peuvent écrire un texte sans qu'elle l'ait d'abord voulu et rédigé.

Le second est le rôle de gardienne des traités : c'est elle qui surveille les nations, qui les met en demeure, qui les traîne devant la Cour lorsqu'elles s'écartent du droit qu'elle a elle-même conçu.

Elle propose les règles, et elle punit ceux qui ne s'y plient pas. Elle est à la fois l'auteur de la loi et son procureur.

Voilà le portrait exact d'une pensée technocratique poussée à son terme : un corps de spécialistes qui se croit plus sage que les peuples, qui légifère à leur place pour leur bien supposé, et qui finit par exister pour entretenir sa propre fonction. La Commission ne sert pas un peuple européen, puisqu'il n'en existe pas. Elle sert une idée d'elle-même.

UNE LOI QUI N'EST PAS LA MÊME POUR TOUS

On nous présente l'Union comme un empire du droit, où la règle s'applique également à chacun. La réalité est plus rude. Les vingt-sept ne sont pas égaux devant le droit européen, et chacun le sait.

Les grands plient les règles (à l'exception de la France !), les petits les subissent. Les uns obtiennent des dérogations permanentes, des rabais, des exceptions taillées sur mesure ; les autres se voient rappelés à l'ordre pour le moindre écart. Surtout, lorsqu'un peuple ose désobéir, l'Union dispose d'une arme silencieuse : l'argent.

En 2015, lorsque la Grèce a refusé par référendum les conditions qu'on lui imposait, la Banque centrale a resserré les liquidités jusqu'à étrangler son système bancaire, et le pays a dû se soumettre à des conditions plus dures encore que celles qu'il venait de rejeter.

En 2022, des dizaines de milliards de fonds européens ont été gelés pour la Pologne et la Hongrie, libérés ou retenus au gré de leur docilité politique. Le droit, ici, n'est plus une règle commune. Il est devenu un levier de pression aux mains de ceux qui tiennent les cordons de la bourse.

Ce constat n'est pas un argument pour désobéir davantage. C'est la preuve que le bel édifice de l'égalité devant la loi européenne

est une fiction, et qu'une construction fondée sur cette fiction ne mérite pas qu'on lui sacrifie la souveraineté des nations.

LA PRIMAUTÉ, UN COUP DE FORCE DES JUGES

Reste le pilier qui soutient tout le reste : le principe selon lequel le droit européen l'emporte sur le droit des États, jusque sur leurs Constitutions. Ce principe paraît si solide qu'on le croit gravé dans les traités fondateurs. **Il n'y figure pas.** Il n'a jamais été voté par aucun peuple. Il a été proclamé en 1964 par la Cour de justice, dans un arrêt nommé Costa contre ENEL, puis étendu d'arrêt en arrêt par les juges eux-mêmes. **La primauté du droit européen n'est pas une décision démocratique, c'est une création prétorienne, l'œuvre d'une cour qui s'est attribué le dernier mot.**

Et ce dernier mot, plusieurs nations le contestent déjà. Les cours constitutionnelles allemande et polonaise ont l'une et l'autre jugé que leur loi fondamentale primait, en dernier ressort, sur le droit de l'Union. La digue se fissure d'elle-même. Nous ne ferons que tirer la conséquence de ce que ces juges nationaux ont commencé à dire : **aucun droit n'est légitime à se placer au-dessus de la souveraineté d'un peuple s'il n'a pas reçu de ce peuple l'autorisation expresse de le faire.**

CE QUE NOUS FERONS

Notre réforme tient en quelques principes clairs, et chacun découle du précédent.

La Commission perdra toute autorité. Elle ne sera ni supprimée par esprit de revanche, ni conservée par habitude : elle sera ramenée à ce qu'elle aurait toujours dû être, un secrétariat technique au service des nations. Elle pourra proposer, éclairer, préparer, coordonner. Elle ne pourra plus décider, ni contraindre, ni sanctionner. Son rôle deviendra purement **consultatif**.

Le pouvoir européen redeviendra collégial. Les décisions qui engagent l'Europe se prendront entre les représentants des vingt-sept nations, élus dans leurs pays et responsables devant leurs peuples. C'est là, et nulle part ailleurs, que doit résider l'autorité. Une Europe qui se décide entre nations souveraines, non une Europe qui se décrète depuis un centre que nul n'a choisi.

La primauté du droit européen sera abolie. Le droit de l'Union cessera de l'emporter automatiquement sur le droit national. Il deviendra ce qu'il aurait toujours dû rester : un socle commun, adopté à l'unanimité des nations, et qui ne pourra jamais être imposé à un peuple contre sa volonté ni entraver le fonctionnement d'un pays. Toute mesure nouvelle de droit européen requerra l'accord de tous. Ce socle servira un but précis et borné : garantir la libre circulation des personnes et des biens, et le libre commerce entre les nations. C'est la raison d'être de l'Europe économique, et elle se suffit à elle-même. Une fois ce socle adopté par tous, il liera tout le monde, car un marché commun ne tient pas sans règles communes. Mais au-delà de ce socle, plus rien ne se fera sans le consentement des peuples.

La machinerie de conditionnalité sera démantelée. Jamais plus l'argent ni la liquidité ne serviront à plier une nation récalcitrante. Les liens par lesquels la Commission et la Banque centrale ont pu, ensemble, discipliner un peuple, comme la Grèce en a fait l'expérience, seront tranchés. La Banque centrale reviendra à un rôle strictement technique, celui que lui assigne notre réforme monétaire, et cessera d'être une arme politique au service du centre contre la périphérie.

REFONDER LES RÈGLES DU NUMÉRIQUE

Il est un domaine où l'emprise réglementaire de Bruxelles a causé un tort particulier : le numérique et l'intelligence artificielle. Comme le rapport Draghi l'a lui-même reconnu, l'Europe s'est couverte d'une centaine de lois visant la technologie et de centaines de régulateurs, étouffant ses propres créateurs au moment précis où le monde basculait. Le règlement sur les marchés numériques, le règlement sur les services numériques et le règlement sur

l'intelligence artificielle ont été conçus dans cet esprit de précaution qui préfère encadrer un risque hypothétique plutôt que permettre une réussite réelle.

L'aveu vient désormais de Bruxelles elle-même. Depuis la fin de 2025, la Commission a entrepris de revenir en arrière, repoussant de seize mois les obligations les plus lourdes de son règlement sur l'intelligence artificielle et annonçant un réexamen de ses textes numériques au nom de la compétitivité. Quand l'auteur d'une règle reconnaît, deux ans après, qu'elle freine ce qu'elle prétendait protéger, il est temps de la refaire.

Nous referons ces textes intégralement, mais avec une boussole claire, car tout n'est pas à jeter. Ce qui protège la souveraineté de l'Europe et les droits des citoyens face aux géants étrangers sera assaini et rendu simple : il ne s'agit pas d'offrir nos marchés sans défense aux grandes plateformes américaines sans rien en retour. Mais tout ce qui étouffe nos jeunes entreprises, nos chercheurs et nos inventeurs sera supprimé. L'objectif n'est plus de réglementer par crainte, mais de bâtir des normes favorables à l'expansion, à la création d'entreprises, de services et de technologies européennes, dans le seul monde qui compte désormais, celui où il est encore temps d'agir pour limiter la casse et reprendre l'initiative.

LE SOL, LE CAPITAL, LA TECHNOLOGIE

Refaire les textes ne suffira pas. Il faut une doctrine d'entrée. Pendant trop longtemps, l'Europe a ouvert son marché, livré ses données et offert ses talents sans rien exiger en retour, par naïveté ou par dogme du libre-échange sans limites. Cette époque est close. Qui voudra accéder au plus grand marché solvable du monde en acceptera désormais les conditions. Trois verrous protégeront notre souveraineté. Ils ne s'appliqueront pas entre nous, qui resterons un espace de libre circulation, mais à ceux qui viennent du dehors.

Le premier verrou est le sol. La donnée européenne ne quittera pas le sol européen. Les données des Européens, qu'elles soient

personnelles, industrielles ou stratégiques, seront hébergées et traitées sur des infrastructures situées en Europe et relevant du seul droit européen. Elles circuleront librement entre les vingt-sept, car elles sont à nous tous, mais elles ne sortiront pas du continent. Aucune puissance étrangère ne pourra plus, au nom de ses propres lois, mettre la main sur ce que pensent, achètent et fabriquent les Européens. La donnée est devenue la matière première du siècle, et nous ne la laisserons pas s'exporter comme on bradait jadis un minerai.

Le deuxième verrou est le capital. Toute entreprise étrangère qui voudra s'implanter et opérer durablement sur le marché européen devra le faire à travers une entité détenue majoritairement, à plus de la moitié, par des intérêts européens. Fini la filiale-écran pilotée depuis l'autre bout du monde, qui prend nos marchés sans s'enraciner ni rendre de comptes. Qui veut vendre en Europe devra s'y associer, par une coentreprise ou un partenaire local majoritaire, et y laisser une part réelle de la valeur qu'il y capte. Cette exigence sera la plus stricte dans les secteurs stratégiques et pour tout ce qui touche à nos données et à nos infrastructures. Nous n'inventons rien : le rapport Draghi lui-même recommande, pour les industries stratégiques, d'imposer aux entreprises étrangères de constituer des coentreprises avec des partenaires européens et d'appliquer des exigences de contenu local. Nous ne faisons que l'ériger en principe.

Le troisième verrou est la technologie. L'accès à notre marché s'accompagnera d'un partage du savoir-faire. Les entreprises étrangères qui produiront en Europe transféreront une partie de leur technologie et formeront nos ingénieurs et nos ouvriers, afin que nous cessions d'être de simples clients pour redevenir des producteurs. C'est ainsi que la Chine, en une génération, est passée de l'atelier du monde à son laboratoire. Ce que d'autres ont fait contre nous, nous le ferons pour nous.

La nature de nos mesures ne sont ni une lubie ni une agression, ce sont les armes ordinaires des grandes puissances. La Chine les manie depuis vingt ans, les États-Unis y reviennent à grands pas. L'Europe est la seule à avoir cru qu'un marché s'ouvrait sans condition et que la naïveté tenait lieu de stratégie. Oui, ces

verrous appelleront des réciproques: c'est le prix normal d'une puissance qui cesse de se laisser faire. Entre se protéger et disparaître, le choix est vite tranché.

L'OBJECTION DE LA LENTEUR

On nous opposera que l'unanimité paralyse, qu'une Europe où chaque nation peut dire non ne décidera plus rien. C'est l'argument de Draghi, et il repose sur un malentendu. Il imagine l'Europe comme une grande machine à légiférer, qui devrait sans cesse produire des règles communes, et que l'unanimité viendrait gripper. Mais ce n'est pas l'Europe que nous bâtissons.

Dans notre architecture, l'unanimité ne porte que sur les règles de base, le socle qui garantit la libre circulation et le libre commerce. Ce socle est restreint, et une fois adopté ensemble, il tient. Au-delà, il n'y a plus de machine centrale à actionner : chaque nation, redevenue souveraine, décide pour elle-même. Et c'est précisément là que naît la dynamique. Vingt-sept nations libres de leurs choix se regardent, se comparent, se font concurrence. Celle qui réussit montre la voie, celle qui se trompe corrige. Le meilleur modèle ne s'impose plus d'en haut par décret, il se diffuse d'en bas par l'exemple. Cette émulation entre nations n'est pas un facteur de paralysie, c'est une synergie saine, et c'est le moteur même du progrès.

Ce qui ralentit, dans notre Europe, n'est donc pas la vie des peuples car elle s'en retrouve libérée de la tutelle, elle s'accélère au contraire. Ce qui ralentit, c'est seulement la fabrication de contraintes nouvelles imposées à tous, et ce ralentissement-là, nous le voulons. Mieux vaut une Europe qui avance par l'exemple de ses nations qu'une Europe qui prétend avancer par la contrainte d'un centre. La première grandit ses peuples, la seconde les dépossède.

Rendre la loi aux parlements, le pouvoir aux nations, la décision aux peuples : voilà par quoi commence la refondation. Non pour défaire l'Europe, mais pour la sauver de ceux qui, en voulant la faire trop grande, étaient en train de la faire mourir.

5.

SOUVERAINETE MONETAIRE : UN EURO REFORMÉ

La zone euro n'a jamais été une zone monétaire optimale. Elle impose une politique monétaire unique à des économies trop divergentes, donc calibrée sur la moyenne, c'est-à-dire en pratique sur son membre dominant. La France ne peut plus ajuster sa monnaie pour défendre sa compétitivité comme elle le faisait autrefois. Et cette politique est décidée par une banque centrale que personne n'a élue, plus éloignée encore de l'électeur français qu'une banque nationale, puisqu'elle ne répond à aucun peuple en particulier. Ce n'est pas une opinion militante, c'est une description que partagent, en privé, beaucoup de ceux qui gèrent l'euro. Le financier Charles Gave, critique de l'euro depuis 2001, le dit tout haut : il n'existe dans l'histoire aucun cas de change fixe entre pays de productivité différente qui ne se soit terminé en désastre. L'euro, résume-t-il, mène à « trop de maisons en Espagne, trop de fonctionnaires en France, trop d'usines en Allemagne ».

UN SECRET DE POLICHINELLE.

L'euro est déjà un système à deux étages, mais le comprendre n'est pas évident. Il est trop faible pour l'Allemagne, ce qui dope artificiellement ses exportations et nourrit son excédent chronique, et trop fort pour la France et le Sud, ce qui étrangle notre industrie. Le système fonctionne donc déjà comme un euro sous-

évalué pour le Nord et surévalué pour le Sud, sauf que la distorsion est invisible et joue en faveur de Berlin. Nous ne demanderons pas de créer une injustice. Nous demanderons de corriger celle qui existe, et de rendre visibles, encadrés et équitables ces deux étages que l'on subit aujourd'hui à l'aveugle.

DE LA MONNAIE UNIQUE À LA MONNAIE COMMUNE.

Voilà le cœur de notre réforme. L'euro ne disparaîtra pas : il changera de métier. En bas, chaque nation retrouvera sa monnaie, le nouveau franc, le nouveau mark, la nouvelle lire, pour la vie intérieure, les prix, les salaires, l'épargne, la dette domestique. Chaque banque centrale nationale y retrouvera un taux directeur pour piloter sa propre conjoncture. Au lancement, chaque monnaie nationale sera introduite à parité stricte avec l'euro, un nouveau franc pour un euro le jour J : personne ne verra la différence dans son portefeuille. En haut, l'euro demeurera, mais comme unité commune externe, et pour trois usages seulement : le commerce extérieur, les réserves des banques centrales, et la voix unique de l'Europe sur les marchés du monde. Il deviendra notre bouclier collectif, partiellement adossé à l'or et à la crédibilité mise en commun. Il ne se promènera plus dans les poches, il vivra dans la tuyauterie des banques : c'est précisément ce qui le rendra difficile à attaquer, car on ne spéculé pas contre une unité de compte comme contre une monnaie de poche.

UNE SOUPLESSE QUI DÉSARMERA LA SPÉCULATION.

La science monétaire enseigne une loi d'airain : aucun pays ne peut tenir en même temps une monnaie parfaitement stable, des capitaux totalement libres et une politique monétaire qui lui appartienne. Il faut obligatoirement renoncer à l'un des trois. L'euro a sacrifié notre autonomie. Le Système monétaire européen, dans les années 1980, a voulu les trois à la fois, et il a explosé en 1992 sous les attaques de la spéculation. Nous ferons

le choix du pragmatisme : nous reprendrons notre autonomie, nous garderons la stabilité, et nous encadrerons donc, quand il le faudra, les seuls mouvements de capitaux purement spéculatifs. Les parités entre monnaies nationales et euro commun bougeront par petits ajustements réguliers, et non par dévaluations brutales et rares.

C'est tout le contraire du Système monétaire européen, qui défendait des taux devenus intenable jusqu'à la rupture, offrant aux spéculateurs un pari à sens unique sans risque. Une parité qui glisse doucement et en permanence n'offre aucune cible. La souplesse, ici, désarmera la spéculation au lieu de l'attiser. Et pour qu'aucun Soros ne puisse rééditer 1992, deux verrous : la faculté d'encadrer temporairement les capitaux les plus volatils, un outil que le Fonds monétaire international lui-même reconnaît désormais comme légitime, et une facilité de soutien mutuel entre banques centrales assez massive pour rendre toute attaque perdante d'avance.

LA CHAMBRE DE COMPENSATION : LE MOTEUR INVISIBLE.

Au centre du dispositif, la Banque centrale européenne tiendra une chambre de compensation. Chaque banque centrale nationale y disposera d'un compte en euros communs, et les paiements entre pays s'y solderont chaque soir. Ce n'est pas une invention de laboratoire : l'Europe a fait fonctionner tout son commerce ainsi de 1950 à 1958, et c'est déjà, techniquement, ce que fait la plomberie de l'euro aujourd'hui. C'est là, aussi, que se logera notre exigence de justice, car les flux y seront suivis avec symétrie : un excédent géant et permanent déclenchera une obligation d'ajustement au même titre qu'un déficit, le pays créancier devant s'ajuster autant que le pays débiteur.

POURQUOI L'EXCÉDENT ALLEMAND N'ÉCRASERA PLUS PERSONNE ?

Il faut s'arrêter sur ce point, car il est au cœur de l'injustice actuelle et il échappe à la plupart des gens. Dans un monde de monnaies séparées, le taux de change est une soupape qui rééquilibre le commerce tout seul. Quand un pays vend beaucoup plus qu'il n'achète, le monde entier réclame sa monnaie pour lui payer ses produits, cette monnaie monte, ses produits deviennent plus chers à l'étranger, il vend un peu moins, et l'équilibre revient sans douleur. La soupape fait son travail.

L'euro a bloqué cette soupape. L'Allemagne et la France partagent la même monnaie, dont la valeur n'est qu'une moyenne entre une économie forte et une économie plus faible. L'excédent allemand devrait faire monter une monnaie proprement allemande, mais cette monnaie n'existe plus. L'euro reste donc moins cher qu'un mark ne le serait : les produits allemands demeurent artificiellement bon marché, et l'excédent, au lieu de se corriger, ne cesse de gonfler. À l'inverse, ce même euro est plus cher qu'un franc ne le serait : nos produits restent artificiellement chers, et la France vend moins et perd ses usines.

Et c'est là que l'injustice se referme. La soupape étant bloquée, il ne reste qu'une seule manière de rééquilibrer le commerce : que le pays déficitaire se rende moins cher de l'intérieur, en comprimant ses salaires et ses budgets. C'est l'austérité, le chômage, la dévaluation interne qu'a subie la Grèce. Pendant ce temps, le pays excédentaire, assis sur sa rente, n'a rien à faire. Tout le poids de l'ajustement tombe sur les perdants. L'excédent des uns force les autres à se serrer la ceinture.

Notre réforme rouvre la soupape, et par deux leviers. Le premier agira de lui-même : en rendant leur monnaie nationale aux 27, nous redonnons au change son rôle d'amortisseur. Si l'Allemagne sur-exporte, le mark remontera doucement et le franc glissera de quelques crans dans la fourchette prévue par la BCE ; le commerce se rééquilibrera tout seul, en douceur, sans que personne ait à comprimer ses salaires. L'Allemagne perdra son rabais artificiel, la France son handicap artificiel.

Le second levier viendra en renfort, et il aura des dents. Par la BCE, un excédent géant et permanent ne déclenchera pas une

simple recommandation, mais une obligation assortie de charges : à mesure que le surplus s'accumule sans se corriger, des pénalités croissantes s'appliqueront aux avoirs du pays créancier, exactement comme des intérêts frappent la dette du débiteur. C'est le mécanisme que Keynes avait imaginé, une taxe sur les excédents permanents, pour que celui qui accumule ait, lui aussi, intérêt à rééquilibrer. L'effort cesse d'être une faveur qu'on espère pour devenir un coût qu'on évite.

Disons-le avec franchise, car c'est ce qui fait la solidité de l'édifice. Le premier levier, le taux de change, est le plus sûr, parce qu'il joue automatiquement, sans qu'aucune autorité n'ait à l'imposer. Le second, l'obligation faite au pays excédentaire, est juste mais plus difficile à tenir, car celui qui profite du système le défendra. C'est pourquoi nous nous appuierons d'abord sur la soupape, qui fonctionne d'elle-même, et garderons la règle de symétrie comme renfort. Nous ne condamnons pas le déséquilibre, nous lui rendons sa porte de sortie naturelle, pour qu'il cesse de se résoudre par la ruine du plus faible.

LE DOUBLE AMORTISSEUR.

La force de cette architecture ne tient pas seulement à ce qu'elle décourage les spéculateurs. Elle tient à ce qu'elle donne à l'Europe deux amortisseurs pour deux types de chocs, là où l'euro actuel n'en offre aucun.

Il y a d'abord le choc commun, celui qui frappe tout le continent en même temps, un krach mondial, une flambée du pétrole, une guerre commerciale venue d'outre-Atlantique. Celui-là sera absorbé en haut, par l'euro commun. Tout le bloc bougera ensemble face au dollar et au yuan, adossé à l'or et défendu par la facilité de soutien mutuel. Les monnaies nationales, frappées de la même manière, ne bougeront presque pas les unes par rapport aux autres : le choc sera encaissé collectivement, à l'échelle du continent, et non subi pays par pays.

Il y a ensuite le choc asymétrique, celui qui frappe une nation plus que les autres. Celui-là sera absorbé en bas, par la monnaie nationale. Le franc, par exemple, glissera de quelques crans dans la fourchette, juste assez pour rendre à la France sa compétitivité, sans que l'ajustement retombe sur les salaires et l'emploi.

C'est là que se mesure tout l'écart avec le système actuel. Aujourd'hui, un pays frappé seul ne dispose d'aucun amortisseur monétaire, puisqu'il partage sa monnaie avec vingt autres. Le choc passe alors en entier dans l'économie réelle, par la baisse des salaires, les coupes budgétaires et le chômage, cette dévaluation interne qui a ravagé la Grèce et l'Espagne. Le système rigide casse, et ce sont les peuples qui paient. Le nôtre, lui, plie sans rompre. C'est la différence du chêne et du roseau : le premier, raide, se brise dans la tempête ; le second, souple, ploie et se relève.

Cette résilience n'est pas un effet d'annonce, elle se vérifie dans la durée. Au lancement, la parité stricte ne change rien. Dans les premiers mois, le coupe-feu protège la transition. À l'horizon de quelques années, l'industrie respire parce que la distorsion qui l'étranglait est enfin corrigée, et les comptes assainis par le frein à l'endettement rassurent durablement ceux qui nous prêtent. La stabilité ne sera pas un coup de chance du premier jour, elle deviendra structurelle.

Tout repose, disons-le avec franchise, sur le bon réglage d'un seul curseur, la largeur de la fourchette. Trop serrée, elle nous ramènerait à la rigidité de l'euro actuel ; trop lâche, elle rouvrirait la porte à l'instabilité. Nous la fixerons avec la BCE assez large pour amortir les chocs, assez tenue pour que nul ne puisse décrocher. C'est dans cet équilibre que vit toute la solidité du système.

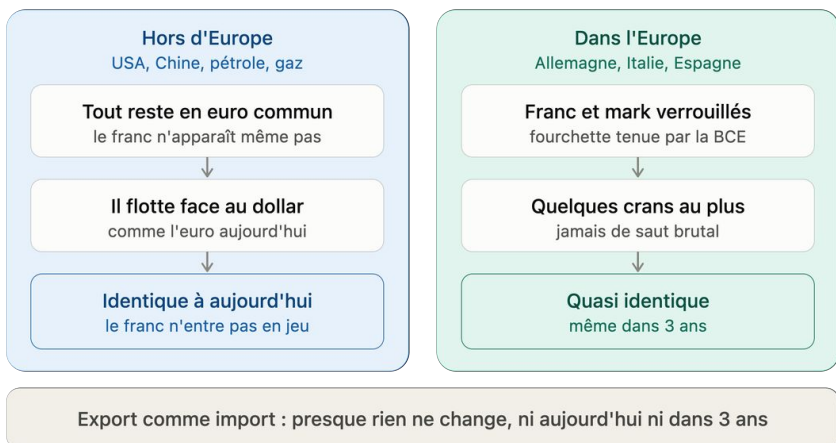
ET POUR VOUS, DANS LA VIE DE TOUS LES JOURS ?

Rien, ou presque, ne changera. Vous continuerez à vivre mais en francs : votre salaire, votre loyer, votre épargne, vos courses en France resteront en francs. Et le jour où vous achèterez à l'étranger, tout se fera sans que vous ayez à y penser. Vous verrez le prix affiché dans l'unité commune, vous paierez d'un seul geste, et votre compte sera débité en francs, au taux officiel du jour. À l'autre bout, le commerçant allemand sera crédité directement en marks. Ni vous ni lui ne manipulerez jamais une troisième monnaie : la conversion se fera, instantanée et invisible, dans la tuyauterie. Vous faites déjà exactement cela chaque fois que vous réglez un achat à l'étranger avec votre carte bancaire, sans même y songer. La seule différence, c'est que le central ne sera plus une société privée, mais la Banque centrale européenne, et que le coût de conversion, aujourd'hui capté par les banques, sera ramené à rien. Moins cher, et plus souverain. La complexité restera dans la machine. Elle ne sera jamais dans votre poche.

ET POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ?

Ce qui vaut pour le citoyen vaut, plus fortement encore, pour l'entreprise qui importe et qui exporte. Et la réassurance tient ici à une règle que l'on oublie trop souvent : le franc ne touchera jamais au dollar.

Le commerce avec le reste du monde, le pétrole, le gaz, les composants venus d'Asie, les ventes aux États-Unis, restera intégralement libellé en euro commun. Le franc n'apparaîtra même pas dans l'opération. Et l'euro commun flottera face au dollar exactement comme l'euro le fait aujourd'hui. L'entreprise française qui importe ses puces ou qui exporte ses avions traitera donc dans la même monnaie, au même taux, qu'aujourd'hui. Rien ne changera. La crainte d'un franc qui s'effondrerait face au dollar n'a aucun fondement, pour la raison simple que le franc ne rencontrera jamais le dollar.



Le commerce à l'intérieur de l'Europe, lui, se fera en monnaies nationales, mais verrouillées dans la fourchette étroite que tient la Banque centrale. Le franc et le mark ne s'écarteront que par petits crans réguliers, et seulement si la compétitivité diverge réellement. Une machine allemande qui coûte dix mille euros aujourd'hui en coûtera environ dix mille dans trois ans, à quelques pour cent près, jamais davantage et jamais d'un coup. Quasi identique, et surtout sans à-coup.

Cette stabilité tiendra dans le temps : vers l'extérieur, parce que rien ne change, nous garderons la même monnaie-bouclier qu'aujourd'hui. Vers l'intérieur, parce que la fourchette interdit tout décrochage et que le frein à l'endettement prive le franc de toute raison de glisser. Une monnaie ne s'effondre que lorsqu'un pays laisse filer ses comptes et que les marchés flairent la dévaluation. La discipline budgétaire inscrite dans notre règle coupe ce moteur à la racine.

Soyons précis pour rester honnêtes : à l'intérieur de l'Europe, ce sera presque rien, non pas rien. Si la France devenait durablement moins compétitive que ses voisins, le franc glisserait lentement de quelques pour cent pour combler l'écart. Mais ce glissement est précisément ce qui sauve les emplois au lieu de les détruire, et il se compte en quelques points étalés sur des années, jamais en une chute brutale du jour au lendemain. Vers le

monde, rien ne change ; vers l'Europe, presque rien, et jamais de choc.

LA DETTE N'EXPLOSERA PAS.

C'est la peur que l'on agite pour nous paralyser, et nous y répondons par le droit, non par l'incantation. Le principe s'appelle la *lex monetæ* : un État souverain redéfinit la monnaie des contrats relevant de son propre droit. Tout ce qui dépend du droit national d'un pays, salaires, dépôts, crédits immobiliers, obligations domestiques, basculera donc proprement dans sa monnaie nationale. En France, par exemple, ce qui relève du droit français passera en francs. Quant au stock de dette publique déjà émis, dont une large part est soumise au droit étranger, aucune nation ne le redénominera : il restera libellé en euro commun, qui ne disparaît pas. Aucune explosion, aucun défaut, aucun cauchemar grec. C'est l'avantage décisif de la monnaie commune sur la sortie sèche et solitaire : l'euro reste debout comme filet. Pour l'avenir, chaque nation émettra en deux monnaies, la sienne pour son marché intérieur, l'euro commun pour les investisseurs internationaux.

LA DETTE RESTE EN EUROS ET SE RÈGLE EN EUROS.

Voici le point qui retient les investisseurs. Avec cette réforme, personne ne sort de l'euro : l'euro commun continue d'exister, au-dessus des monnaies nationales. La *lex monetæ*, qui fait basculer dans sa monnaie nationale les seuls contrats relevant du droit de chaque pays, ne touchera donc pas la dette publique. Une dette contractée en euros a été émise dans une monnaie qui demeure : il n'y a rien à convertir, rien à redénommer. Elle restera libellée en euros et sera remboursée en euros, à l'échéance prévue. L'investisseur qui détient un titre d'État en euros le récupérera en euros, sans décote, sans conversion forcée, sans défaut. C'est l'exact contraire d'une sortie de l'euro, où chaque créance basculerait dans une monnaie nouvelle et dévaluée. La monnaie nationale sert la vie intérieure de chaque pays, jamais à

effacer une dette. Et c'est cette continuité, simple et totale, qui retient les capitaux au lieu de les faire fuir.

UN EURO ANCRÉ AU RÉEL.

Nous ne reviendrons pas à l'étalon-or du passé, qui figerait l'économie et que l'Histoire a condamné. La monnaie commune obéira à une discipline : un plafond à la création monétaire, adossé pour partie à des réserves d'or réelles, non pour promettre la convertibilité, mais pour brider l'emballement et protéger la valeur de l'épargne.

Ce plafond comportera une clause de suspension en cas de crise systémique déclarée, afin que la banque centrale puisse toujours jouer son rôle de prêteur en dernier ressort. La gouvernance changera autant que la doctrine : dans chaque pays, la banque centrale nationale redeviendra une vigie, publiant chaque trimestre un rapport d'impact souverain qui mesurera les effets réels de la politique monétaire sur ses propres ménages et ses propres entreprises.

LE FREIN À L'ENDETTEMENT, POUR CHACUN.

La refondation monétaire sera l'occasion historique d'un assainissement collectif. Le jour où chaque nation retrouvera sa monnaie, chacune devra aussi reprendre la maîtrise de ses comptes. Nous inscrirons d'abord dans notre propre Constitution un frein à l'endettement inspiré du modèle suisse, qui a fait de la Suisse l'un des pays les moins endettés du monde développé. Puis nous le poserons comme règle commune et obligatoire du nouveau pacte : chaque nation membre de la monnaie commune devra le graver à son tour dans son droit fondamental. Plus de passager clandestin, plus de pays qui s'endette sur le dos des autres, ni au Nord ni au Sud. Ce frein ne sera pas une règle aveugle. Il visera l'équilibre structurel sur l'ensemble du cycle, autorisant des déficits en récession compensés par des

excédents en croissance. Il distinguera la dépense courante, qu'il disciplinera, de l'investissement productif, nucléaire, rail, défense, industrie, qu'il autorisera à financer par l'emprunt parce qu'il se rembourse lui-même.

De fait, il arrêtera progressivement l'hémorragie des déficits structurels, puis ramènera progressivement la dette vers un niveau soutenable. Ce ne sera pas un miracle instantané, mais une trajectoire crédible, la seule qui rassure durablement ceux qui nous prêtent, et la seule qui donne à l'euro commun la solidité d'une monnaie disciplinée par tous ceux qui la partagent.

LE MUR COUPE-FEU BANCAIRE.

La monnaie commune amortira l'après ; il faudra aussi protéger le pendant. Toute transition monétaire connaît une fenêtre de risque, celle où l'argent peut fuir. Nous y répondrons par un dispositif simple et préparé : un encadrement temporaire des capitaux, prêt à dégainer, et une protection stricte de l'épargne des ménages pendant le basculement. Nous ne promettrons pas l'immunité totale, ce serait mentir. Nous garantirons trois choses tenables et justes : l'épargne des Français sera sanctuarisée, la reprise sera rapide parce qu'on pourra enfin ajuster, et ce seront les spéculateurs qui assumeront leurs pertes, pas les ménages.

POURQUOI L'EUROPE ACCEPTERA DE NÉGOCIER.

On nous dira que jamais l'Union n'acceptera de se réformer. C'est mal mesurer notre poids. Nous ne quèmanderons pas une faveur, nous rappellerons une dépendance, car l'Europe tient à la France par quatre fils qu'elle ne peut trancher sans se blesser elle-même. La taille d'abord : on peut laisser partir un petit pays, on ne peut pas laisser partir la deuxième économie de la zone sans ébranler la monnaie commune tout entière. La défense ensuite : depuis le Brexit, la France est la seule puissance nucléaire de l'Union, son seul siège permanent au Conseil de sécurité, sa première armée, le bouclier du continent à l'heure où la protection américaine

vacille. L'énergie encore : nos 56 réacteurs et l'EPR de Flamanville font de la France le premier exportateur net d'électricité d'Europe, dont plusieurs de nos voisins dépendent directement pour s'éclairer. La signature enfin : rien d'important ne se décide sans le couple franco-allemand, et une France qui pose un veto défensif paralyse la machine entière. Ces quatre fils ne sont pas une menace, ils sont une donnée qu'un partenaire lucide ne peut ignorer. La négociation sera dure, car le Nord profite du système actuel et le défendra pied à pied. Nous ne l'aborderons donc pas comme une certitude facile, mais avec un rapport de force que nul ne peut nier, et par la seule voie légale, celle de la négociation et de la révision des traités. Nous ne demanderons pas de contourner le droit. Nous demanderons de l'écrire ensemble.

ET SI L'EUROPE REFUSE ?

Alors la décision ne nous appartiendra plus : elle reviendra au peuple français, par référendum. Et le droit, sur ce point, est sans détour : il ne prévoit qu'une seule porte de sortie, l'article 50, qui fait quitter l'Union tout entière, et non le seul euro. Ce serait l'arme ultime, lourde, que nul ne souhaite manier.

Ce chemin serait dur. Mais il ne ressemblerait en rien au Brexit, et c'est toute la différence. Le Royaume-Uni est parti sans plan, sur un coup de tête, en découvrant les conséquences après coup. Nous partirions, s'il le fallait, avec une architecture déjà prête, la monnaie commune pensée de longue date, la chambre de compensation, le plan de continuité du Trésor et de la Banque de France. Là où le Brexit fut un saut dans le vide, notre sortie serait une manœuvre préparée. Cela ne la rendrait pas indolore, aucune rupture ne l'est, mais maîtrisée et survivable, ce que le départ britannique n'a jamais été.

Le Brexit a coûté à l'Europe un grand pays ; notre départ lui coûterait sa colonne vertébrale. La deuxième économie de la zone, sa seule puissance nucléaire, son seul siège permanent au Conseil de sécurité, le premier exportateur d'électricité du continent. L'euro, privé de l'un de ses deux piliers, subirait une

dégradation sévère, et rien ne dit que nous serions les seuls à partir dans ces conditions. D'autres nations, lassées d'une administration qui a transformé l'argent commun en instrument de coercition et la docilité en condition de survie, pourraient suivre. Bruxelles a cru faire du Brexit une punition exemplaire pour dissuader les autres ; elle découvrirait que l'exemple peut se retourner contre elle.

Mais que l'on n'imagine pas la France, libérée de cette tutelle, courir se placer sous une autre. Sortir de l'emprise de Bruxelles ne serait pas changer de maître pour Washington ou pour Pékin, ce serait redevenir une nation qui traite avec les deux empires en partenaire libre, et avec les peuples d'Europe en allié naturel.

La France ne quitterait pas une dépendance pour s'en choisir une pire. Elle prendrait la tête de l'autre Europe, celle des nations souveraines, et parlerait au monde d'égale à égale, jamais en cliente.

C'est pourquoi nous ne détaillerons pas le plan de continuité, pour la raison qui retient tout État de publier ses plans de défense : un dispositif qui dévoile sa mécanique cesse de protéger. Que chacun sache seulement ceci : la capacité existe, elle est prête, elle est légale. Et c'est cette certitude tranquille qui sera, à elle seule, notre meilleur argument à la table des négociations. Car on ne négocie sérieusement qu'avec celui qui peut, s'il le faut, se lever de table.

ANNEXE : FONDEMENTS THÉORIQUES ET PRÉCÉDENTS

Cette réforme n'est pas une vue de l'esprit. Chacune de ses pièces correspond à une théorie économique établie ou à un système qui a réellement fonctionné. Voici les références, pour ceux qui veulent vérifier.

1. Le diagnostic : la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale

Le principe que nous posons, une monnaie unique imposée à des économies trop divergentes, est exactement l'objet de la théorie des zones monétaires optimales de Robert Mundell, formulée en 1961, qui lui a valu le prix Nobel en 1999. Une union monétaire ne fonctionne sans casse que si les pays partagent des cycles proches, une forte mobilité du travail et des transferts budgétaires entre régions. La zone euro ne réunit aucune de ces trois conditions. Le diagnostic du chapitre n'est donc pas militant, il est conforme au cadre théorique de référence, et il est partagé par des économistes au-dessus de tout soupçon d'europhobie.

2. La monnaie commune : une proposition économique documentée

L'architecture à deux étages que nous décrivons, monnaies nationales pour la vie intérieure, euro commun réservé au commerce hors zone, parités fixes mais ajustables, convertibilité passant par la banque centrale, n'est pas inédite. C'est, presque trait pour trait, la « monnaie commune » défendue par l'économiste Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS, notamment dans *Faut-il sortir de l'euro ?* (Seuil, 2012), et reprise par Frédéric Lordon. Sapir propose le même mécanisme : un euro coté face aux devises extérieures, des monnaies nationales convertibles entre elles uniquement au guichet de la banque centrale pour les soustraire aux marchés, des parités réajustables une fois par an si un déséquilibre menace, et un dispositif inspiré de Keynes pour pousser les balances vers l'équilibre. Il retient même une parité de lancement d'un franc pour un euro. La proposition existe dans la littérature, elle est défendue, débattue, et prise au sérieux dans le débat académique français.

3. La chambre de compensation : du plan Keynes à une preuve historique

Le cœur technique de la réforme, une chambre de compensation où les pays gardent leur monnaie mais soldent leurs paiements dans une unité commune, avec une obligation d'ajustement qui pèse autant sur le pays excédentaire que sur le pays déficitaire, vient en droite ligne de l'Union internationale de compensation imaginée par John Maynard Keynes en 1941, et de son unité de compte, le « bancor ». Keynes voulait précisément un système où la charge de l'ajustement cesse d'être supportée par le seul débiteur pour peser symétriquement sur le créancier, afin que les excédents permanents ne déstabilisent plus l'économie mondiale. Ce plan fut écarté à Bretton Woods en 1944 au profit du plan américain, mais il reste une référence respectée, régulièrement invoquée pour réformer le système monétaire.

Et ce n'est pas resté une théorie. L'Union européenne des paiements, qui a fonctionné de 1950 à 1958 sous l'égide de l'OECE et gérée techniquement par la Banque des règlements internationaux, en fut l'application réelle et reconnue comme inspirée du plan Keynes. Dix-huit pays y réglaient leurs échanges par compensation multilatérale, les déséquilibres étant soldés en or, en dollars et en crédits selon des tranches progressives. Le résultat fut un succès : le commerce intra-européen est passé d'environ dix milliards de dollars en 1950 à vingt-trois milliards en 1959, et la pleine convertibilité des monnaies a été rétablie fin 1958. Point capital pour notre modèle, la convertibilité y jouait entre banques centrales, et non pour les particuliers. C'est exactement notre principe : l'unité commune vit dans la tuyauterie, jamais dans les poches.

4. Les parités glissantes : un régime de change éprouvé

Le choix de faire bouger les parités par petits crans réguliers plutôt que par dévaluations brutales correspond au régime dit de bande glissante, et au modèle des zones-cibles formalisé par Paul Krugman en 1991. Krugman a montré qu'une bande crédible est en partie auto-stabilisante : l'engagement à la défendre suffit à décourager la spéculation avant même que la banque centrale n'intervienne. Sur le terrain, l'économiste John Williamson a étudié ce régime au Chili, en Colombie et en Israël, et l'a jugé efficace

pour soutenir la politique macroéconomique, y compris face à de forts afflux de capitaux où un change flottant aurait fait perdre toute compétitivité. La Pologne et la Hongrie l'ont également utilisé dans leur transition. Le régime que nous proposons a donc été testé, et il a tenu.

5. L'encadrement des capitaux : reconnu, plus tabou

La faculté d'encadrer temporairement les capitaux les plus volatils n'est plus une hérésie. Le Fonds monétaire international, longtemps gardien de la libre circulation absolue, a adopté en 2012 une Vue institutionnelle qui reconnaît les mesures de gestion des flux de capitaux comme un outil légitime dans certaines circonstances, position confirmée lors de sa révision de 2022, qui admet même un usage préventif. Sur le plan théorique, l'économiste Hélène Rey a montré en 2013, avec sa thèse du « dilemme et non trilemme », que dans un monde de capitaux libres un pays ne conserve son autonomie monétaire que s'il sait, au besoin, encadrer ces flux. C'est précisément la logique du chapitre.

6. La *lex monetae* et le frein à l'endettement

Le principe selon lequel un État redéfinit la monnaie de ses contrats de droit national, la *lex monetae*, est une doctrine juridique classique du droit monétaire international. Elle fonde notre bascule en francs des contrats de droit français, tout en éclairant pourquoi nous laissons la dette en euro commun : la dette soumise au droit étranger échappe de toute façon à une redénomination unilatérale, et nous choisissons de ne pas y toucher.

Le frein à l'endettement que nous inscrirons dans la Constitution existe et a fait ses preuves : la Suisse l'applique depuis 2003 et figure parmi les pays les moins endettés du monde développé ; l'Allemagne a adopté le sien en 2009.

7. Le triangle d'incompatibilité

Enfin, l'arbitrage qui structure toute la réforme, choisir l'autonomie monétaire et la stabilité en acceptant d'encadrer les capitaux, découle directement du triangle d'incompatibilité de Mundell et Fleming, l'un des résultats les plus solides de la macroéconomie ouverte : nul ne peut tenir en même temps un change stable, des capitaux totalement libres et une politique monétaire souveraine. Nous ne prétendons pas abolir cette loi, nous en tirons les conséquences avec cohérence.

Limites et objections, en toute honnêteté

Aucune de ces références ne transforme la proposition en certitude, et il faut le dire pour être crédible. La monnaie commune de Sapir a ses critiques : certains économistes redoutent que chaque réajustement de parité ne devienne un bras de fer politique avec l'Allemagne, et ne ramène aux tensions du Système monétaire européen des années 1980. L'Union européenne des paiements a fonctionné dans un monde de capitaux contrôlés et de volonté politique forte, soutenue par le plan Marshall, contexte que nous ne retrouverons pas à l'identique. Les bandes glissantes ont parfois fini par céder la place à des changes flottants. Et l'encadrement des capitaux, légitime, doit rester temporaire et ciblé sous peine d'un coût de réputation.

Ce que ces références établissent n'est donc pas que la réforme réussira à coup sûr, mais qu'elle repose sur des théories reconnues et des systèmes qui ont réellement existé. Ce n'est pas un saut dans l'inconnu. C'est l'assemblage raisonné de mécanismes déjà pensés par les plus grands et déjà éprouvés par l'histoire.

Repères bibliographiques

- Robert Mundell, « A Theory of Optimum Currency Areas », *American Economic Review*, 1961.
- John Maynard Keynes, plan d'Union internationale de compensation et du « bancor », 1941-1944.
- Union européenne des paiements, 1950-1958 (OECE, Banque des règlements internationaux).

- Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012.
- Paul Krugman, « Target Zones and Exchange Rate Dynamics », 1991 ; John Williamson, travaux sur les bandes glissantes (Chili, Colombie, Israël), 1996.
- Fonds monétaire international, *The Liberalization and Management of Capital Flows: An Institutional View*, 2012, révisée en 2022.
- Hélène Rey, « Dilemma not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence », 2013.
- Frein à l'endettement suisse (*Schuldenbremse*), en vigueur depuis 2003.

6.

FRONTIERES

Une nation qui ne décide plus qui entre chez elle a cessé d'être une nation pour devenir une province. La frontière n'est pas un détail administratif, c'est le premier attribut d'un peuple souverain, la ligne où s'arrête sa loi et où commence celle des autres. Un peuple qui ne tient plus sa frontière ne tient plus rien : ni sa sécurité, ni son marché du travail, ni la maîtrise de son destin. C'est pourquoi, après avoir rendu aux nations le pouvoir de légiférer, nous devons leur rendre la clé de leur propre maison.

LE PARADOXE DE SCHENGEN

La libre circulation entre Européens fut une belle promesse, et nous y tenons. Pouvoir traverser le continent sans entrave, vivre, travailler, étudier d'un pays à l'autre, voilà l'un des rares acquis que les peuples ont véritablement aimés. Mais cette liberté reposait sur une condition, une seule, et elle était de bon sens : si l'on efface les frontières intérieures, il faut garder d'autant mieux la frontière extérieure. On n'ouvre les portes intérieures d'une maison que si la porte d'entrée est solide.

Cette condition n'a jamais été tenue. La frontière extérieure est restée une passoire, et le résultat est sous nos yeux : Schengen est déjà mort dans les faits. Près de la moitié des pays fondateurs ont rétabli les contrôles à leurs frontières intérieures. La France les a réintroduits sans interruption depuis 2015, au nom du terrorisme et de la pression migratoire. L'Allemagne contrôle depuis 2024 l'ensemble de ses frontières terrestres. L'Italie, le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche et d'autres ont fait de même.

L'espace de libre circulation existe encore sur le papier, mais chaque nation, en silence, a recommencé à filtrer ce qui entre chez elle. Les peuples ont voté avec leurs barrières. Ils ont compris, avant leurs dirigeants, qu'une porte d'entrée mal gardée oblige à verrouiller toutes les portes de l'intérieur.

LE PACTE, OU LA DÉPOSSESSION ÉRIGÉE EN SYSTÈME

Face à ce délitement, qu'a fait Bruxelles ? Elle a choisi, une fois de plus, la centralisation. Depuis le 12 juin 2026, un Pacte sur la migration et l'asile s'applique à toute l'Union, et il est l'exact contraire de ce que les peuples réclament. Loin de rendre aux nations la maîtrise de leurs frontières, il la leur retire un peu plus.

Le mécanisme mérite d'être décrit, car il est édifiant. Chaque année, c'est la Commission, non élue, qui décrète quels pays sont « sous pression migratoire ». Les autres doivent alors faire preuve de « solidarité obligatoire » : accueillir sur leur sol les migrants qu'on leur attribue, ou, s'ils refusent, payer une amende de vingt mille euros pour chaque personne non accueillie. Héberger ou payer. Une nation se voit ainsi présenter, par une administration qu'elle n'a pas choisie, une facture pour le droit de décider qui vit sur son territoire. On a connu plus respectueux des peuples.

Ce système est si contraire au bon sens national qu'il ne tient même pas. La Hongrie, la Pologne et la Tchéquie refusent d'appliquer les relocalisations. La France elle-même demande à le renégocier. Plusieurs pays ont arraché des exemptions. Voilà la preuve, encore une fois, que les vingt-sept ne sont pas égaux devant le droit européen, et qu'un édifice imposé d'en haut contre la volonté des nations finit toujours par se lézarder. Mais surtout, voilà la démonstration éclatante de ce que nous dénonçons depuis le début : une Europe qui, au lieu de servir ses peuples, leur dicte jusqu'au nombre d'étrangers qu'ils devront accueillir, sous peine d'amende.

Notre principe : la porte en commun, la maison à chacun

Notre réponse découle de toute notre architecture. Elle tient en une distinction simple, que Bruxelles a délibérément brouillée.

Il y a la porte d'entrée, et il y a l'intérieur de la maison. La porte d'entrée, c'est la frontière extérieure de l'Europe, et sa garde est une tâche commune légitime, car la libre circulation entre nous n'a de sens que si ce pourtour est tenu. Sur ce point, et sur ce point seulement, l'action commune se justifie, et nous la voulons forte. Mais l'intérieur de la maison, c'est-à-dire qui l'on accueille, à qui l'on accorde l'asile, qui l'on autorise à rester, qui l'on naturalise, cela ne regarde que chaque nation. Aucune instance européenne n'a à en décider à la place d'un peuple. La porte se garde ensemble, la maison se gouverne chez soi.

CE QUE NOUS FERONS

La frontière extérieure sera réellement tenue. L'agence européenne de garde-frontières sera refondée, non en force supranationale dotée de pouvoirs propres sur le sol des nations, mais en garde-côtes commun placé sous l'autorité des États qu'il sert. Nous lui donnerons les moyens humains et techniques d'une protection effective, car une frontière extérieure solide est la condition de tout le reste. Mais elle agira pour les nations, sur leur demande et sous leur contrôle, jamais au-dessus d'elles.

Le contrôle des frontières intérieures redeviendra un droit souverain. Aucune nation n'aura plus à quémander à Bruxelles l'autorisation de vérifier qui franchit ses propres frontières, ni à se justifier au compte-gouttes au titre d'une exception provisoire. Ce droit lui appartient en propre, et il s'exercera librement, dans le respect de la libre circulation des Européens de bonne foi.

Le Pacte sera abrogé dans tout ce qu'il a de contraignant. La solidarité obligatoire, le tarif de vingt mille euros par migrant refusé, les quotas de relocalisation décidés à Bruxelles : tout cela disparaîtra. Aucun pays ne se verra plus imposer l'accueil d'une seule personne contre la volonté de son peuple. La coopération

entre nations sur ces sujets restera possible, mais elle sera toujours volontaire, jamais imposée.

L'asile restera pleinement national. La décision d'accorder ou de refuser l'asile a toujours appartenu aux États : en France, c'est l'office de protection des réfugiés qui l'examine et la cour nationale du droit d'asile qui tranche les recours, et non une administration européenne. Ce que Bruxelles impose, ce n'est pas la décision, c'est le cadre qui l'enserme : le pays tenu d'examiner la demande, les critères, les délais, les procédures de filtrage, et désormais la répartition obligatoire des demandeurs. C'est ce carcan que nous reprendrons en main. Le droit d'asile est une tradition d'honneur, et la France comme ses voisines continueront de protéger ceux qui fuient réellement la persécution. Mais c'est à chaque nation qu'il reviendra de fixer souverainement les conditions de cet examen, d'en accélérer les délais, d'en sanctionner les abus et d'organiser le retour effectif de ceux qui n'y ont pas droit. La générosité se choisit librement, et elle n'a de valeur que choisie.

L'immigration sera une immigration choisie. Chaque nation déterminera, selon ses besoins, ses capacités d'accueil et la volonté de ses citoyens, qui elle souhaite faire venir et en quel nombre. Non plus une immigration subie, déversée par une frontière qui ne filtre rien et répartie par une administration qui ne rend de comptes à personne, mais une immigration décidée, à hauteur de ce qu'un peuple peut et veut intégrer.

LA FRONTIÈRE N'EST PAS UN MUR

Reprendre la maîtrise de nos frontières n'est pas se fermer au monde, ni renier ce que l'Europe doit à ceux qu'elle a accueillis. C'est simplement cesser de confondre une maison ouverte avec une maison sans porte. La frontière n'est pas un mur dressé contre l'humanité, c'est la porte d'une demeure dont les habitants gardent la clé, et décident eux-mêmes qui ils invitent à leur table. Rendre cette clé aux peuples, c'est leur rendre ce sans quoi aucune des autres libertés ne tient.⁷

7.

LE BOUCLIER EUROPÉEN

Pendant soixante-dix ans, l'Europe a délégué sa survie. Elle a vécu sous un parapluie qu'elle n'a jamais tenu, payé par un autre, ouvert par un autre, et dont elle avait fini par croire qu'il resterait ouvert pour toujours. Ce temps est terminé. Le parapluie se referme au moment précis où le ciel s'assombrit, et l'Europe se découvre nue sous l'orage. Voici le chapitre où la France cesse d'attendre qu'on la protège et redevient ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une nation qui se garde elle-même, et qui peut garder les autres.

LE PARAPLUIE QUI SE REFERME

Regardons la réalité : la garantie américaine, qui fut pendant deux générations la colonne vertébrale de la sécurité européenne, se délite sous nos yeux.

Le traité New START, dernier accord qui encadrait encore les arsenaux stratégiques russe et américain, a expiré le 5 février 2026 sans qu'aucun successeur ne lui soit substitué. Pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle, les deux premières puissances nucléaires du monde ne sont plus liées par aucune règle. Le monde entre dans un nouvel âge nucléaire, et il y entre sans garde-fou.

Dans le même temps, Washington range son parapluie. La dernière stratégie de défense américaine, publiée fin janvier 2026, consacre à peine quelques lignes aux questions nucléaires et ne mentionne plus la dissuasion élargie, cette promesse par laquelle

l'Amérique couvrait ses alliés de son propre feu. Le président américain déclare publiquement que l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, la clause de défense mutuelle, peut « s'interpréter de plusieurs façons ». Une garantie qui s'interprète n'est plus une garantie. C'est une option que l'on se réserve.

Et pour le prix de cette protection devenue conditionnelle, l'Amérique a imposé sa facture. Au sommet de La Haye, en juin 2025, sous la pression directe de Washington, les membres de l'Alliance se sont engagés à porter leurs dépenses de défense à 5 % de leur produit intérieur brut d'ici 2035, dont 3,5 % de dépenses militaires strictes. Le message est limpide : payez davantage, ou doutez de notre engagement. L'allié protecteur s'est mué en créancier qui menace.

Voilà où en est l'Europe. Elle a confié sa survie à une puissance qui range son bouclier tout en présentant l'addition. Elle a construit toute son architecture de sécurité sur une promesse qui se rétracte. Cette dépendance, hier confortable, est devenue une vulnérabilité mortelle.

LA SEULE QUI TIENT LE FEU

Au milieu de ce vide, une évidence émerge, longtemps tue, désormais impossible à ignorer.

Depuis le départ du Royaume-Uni de l'Union en 2020, la France est la seule puissance nucléaire des Vingt-Sept. Elle détient le feu, les sous-marins qui le portent en permanence sous les océans, les forces aériennes qui peuvent le délivrer, et une doctrine indépendante forgée depuis soixante ans. C'est un atout stratégique sans équivalent sur le continent, et c'est un levier qu'aucun président n'avait jusqu'ici osé saisir pleinement.

Le 2 mars 2026, à l'Île Longue, un premier pas a été franchi. La dissuasion française a reçu ce que l'on a nommé une dissuasion avancée, c'est-à-dire une dimension européenne. Concrètement, des alliés pourront participer aux exercices de dissuasion française, des moyens stratégiques français pourront être

déployés de circonstance sur leur sol, et les forces aériennes stratégiques pourront se disséminer sur le territoire du continent pour former un archipel de force. Neuf nations ont déjà rejoint ce dialogue : le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, la Suède, le Danemark, puis la Norvège. Un groupe de pilotage nucléaire franco-allemand a été institué, et l'Allemagne participera dès cette année aux exercices français.

Une limite a été posée, et elle est juste : il n'y aura ni partage de la décision ultime d'engager l'arme, ni partage de la définition des intérêts vitaux de la France. Le doigt reste sur un seul bouton. Cette retenue n'est pas une faiblesse, elle est la condition même de la crédibilité, car une dissuasion qui se décide à plusieurs ne dissuade plus personne.

Ce premier pas est un commencement, pas un aboutissement. Il pose la première pierre de ce que notre programme entend bâtir : la France comme bouclier de l'Europe, et le feu français comme l'assurance de dernier recours d'un continent dont la première assurance vacille.

PROTÉGER SANS FÉDÉRER

La tentation, face au désengagement américain, serait de répondre par une fuite centralisée : une armée européenne, un commandement unique, un budget commun, un drapeau bleu sur les casernes. Le programme MDP refuse cette voie, et il la refuse pour une raison de fond, pas de circonstance.

La conduite de la guerre est l'acte le plus grave qu'un peuple puisse décider. Envoyer ses enfants mourir, c'est une décision qui exige une légitimité totale, celle d'une nation qui se reconnaît et qui consent. Cette légitimité, aucune institution supranationale ne la possède. On ne demandera jamais à un soldat portugais de mourir pour Tallinn sur l'ordre d'un état-major bruxellois, parce que personne à Bruxelles n'a la légitimité de donner cet ordre. La conduite de la guerre restera donc ce qu'elle doit être : nationale, propre à chaque peuple, décidée par lui et par lui seul.

Ce que nous proposons n'est pas une armée européenne. C'est un pacte de sécurité entre nations souveraines. La France offrira sa dissuasion comme colonne vertébrale aux alliés qui acceptent de faire converger leurs doctrines et de mutualiser certaines capacités de haut du spectre, l'alerte avancée, la défense antimissile, le spatial, les missiles de longue portée. Chaque nation gardera son armée, son drapeau, son commandement et le dernier mot sur l'engagement de ses forces. Mais toutes pourront s'adosser à un même bouclier et coordonner leur défense au sein du même archipel.

C'est la même philosophie qui traverse tout ce programme : non pas l'uniformité imposée d'en haut, mais la coopération libre de nations qui se choisissent. Une Europe de la défense qui se coordonne, jamais une Europe de la défense qui commande. Le bouclier, pas le drapeau.

NI VASSAUX, NI DÉSERTEURS

Reste la question que tout le monde pose et que peu tranchent honnêtement : faut-il rester dans l'OTAN ou en sortir ?

Commençons par démonter le faux argument, celui de la protection. La France n'a pas besoin de l'Alliance pour être défendue. Elle a le feu nucléaire, une armée professionnelle complète, un siège permanent au Conseil de sécurité. Elle n'est pas l'Estonie. Article 5 ou non, nul n'envahit un pays qui peut riposter par l'atome. Si la seule raison de rester était d'être protégé, la réponse serait de partir. C'est précisément parce que cet argument est faible que tant de voix concluent trop vite à la sortie. Elles raisonnent sur la mauvaise question.

Car l'intérêt de la France à rester n'est pas d'être protégée. Il est de rester le centre de gravité.

D'abord à cause de sa coalition. Tout le bouclier que nous bâtissons repose sur les nations qui ont rejoint la dissuasion avancée, la Pologne, les pays baltes, les nordiques, l'Allemagne.

Or ces nations n'ont accepté ce dialogue qu'à une condition explicite : qu'il complète l'OTAN, et non qu'il la remplace. Pour elles, face à la Russie, le lien transatlantique reste vital, même fissuré. Le jour où la France claquerait la porte de l'Alliance, ces pays verraient un allié qui rompt le lien dont ils dépendent pour survivre, et ils cesseraient de nous suivre. On ne fédère pas une Europe de la défense en désertant la seule structure de défense qui existe. Sortir, ce serait perdre Varsovie et les Baltes le jour même, et nous retrouver à la tête d'une armée d'un seul homme.

Ensuite à cause de la fenêtre. Le nouveau pilier européen, nous sommes en train de le construire, il n'est pas prêt. Tant qu'il ne l'est pas, l'architecture atlantique, aussi affaiblie soit-elle, demeure la seule plomberie collective qui fonctionne : le partage du renseignement, l'alerte avancée, les standards qui permettent à des armées européennes d'opérer ensemble au lieu de se télescoper. On ne brûle pas le vieux pont avant que le nouveau tienne. Une sortie brutale ouvrirait un vide stratégique pendant la décennie la plus dangereuse à une Russie revancharde face à une Europe désarticulée. Le geste juste consiste à rester dans la structure et à bâtir son remplacement de l'intérieur, jusqu'à ce que le centre de gravité bascule vers le pilier européen.

Enfin à cause du siège. Dans l'Alliance, la France pèse sur la sécurité du continent, oriente le flanc Est, influence les autres. Dehors, elle pèse à peine. Notre projet n'est pas de quitter l'Europe de la défense, il est de la diriger. On ne dirige pas un club que l'on a quitté.

La solution n'est donc ni la soumission, ni la désertion. Elle a un nom et une histoire : elle est gaullienne. En 1966, le général de Gaulle a distingué deux choses que l'on confond toujours. L'Alliance, c'est-à-dire le traité et la garantie de défense mutuelle, une assurance qui ne coûte rien à conserver. Et le commandement intégré, c'est-à-dire la subordination stratégique, la planification pensée par d'autres, les standards alignés sur l'Amérique et le réflexe d'acheter américain. De Gaulle a quitté le second sans toucher au premier. Il a chassé l'état-major de l'Atlantique du sol français, repris le contrôle total de la planification française, et maintenu notre force de frappe hors de

toute tutelle. C'est cette sortie qui a rendu, et qui rend encore aujourd'hui, la dissuasion française indépendante.

En 2009, Nicolas Sarkozy a bradé cette posture en réintégrant le commandement intégré pour les forces conventionnelles. La dissuasion nucléaire, elle, n'y est jamais revenue, et Macron l'a rappelé à l'Île Longue : la dissuasion avancée vient en plus de la mission nucléaire de l'Alliance, à laquelle la France ne prend pas part.

La ligne de notre programme en découle, claire et précise. La France quittera de nouveau le commandement intégré pour ses forces conventionnelles, et alignera ainsi toute son armée sur le statut que sa force nucléaire n'a jamais cédé : dans l'Alliance pour la garantie et le leadership, hors du commandement pour la souveraineté, maîtresse de sa doctrine et de ses achats. Et la France refusera le diktat des 5 % imposé par Washington comme prix de sa protection, cette course aux dépenses qui gonfle une bulle industrielle sans rapport avec les formats réels des armées. Elle fixera sa propre trajectoire, un socle de 3,5 % du produit intérieur brut consacré à l'effort militaire, calculé sur les besoins réels de sa défense et non sur les exigences d'un créancier.

Nous ne quitterons pas l'Alliance. Nous quitterons la vassalité.

NOTRE ÉPÉE, NOTRE FORGE

Reste à savoir avec quoi se réarmer, et chez qui. Car c'est ici que se joue la différence entre une dépense et un investissement, entre payer un tribut et bâtir une puissance.

Le réarmement européen est déjà lancé, et il est massif. Le plan dit ReArm Europe, rebaptisé Readiness 2030, vise à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros, dont un instrument de prêts de 150 milliards nommé SAFE. Mais regardons qui pilote. Cet instrument repose sur l'article 122 des traités, celui des urgences, qui permet à la Commission d'emprunter en notre nom en contournant le Parlement. **C'est encore Bruxelles qui décide, Bruxelles qui**

emprunte, Bruxelles qui s'arroge un pouvoir que personne ne lui a confié. Notre programme dira oui au réarmement et non à la Commission qui le confisque. Le réarmement de l'Europe se pilotera entre nations, au sein du Conseil européen et de groupes de coopération directs entre États, jamais par un secrétariat qui s'endette à notre place. C'est la traduction, dans le domaine de la défense, de tout ce que nous avons dit de la Commission de trop.

Mais la question décisive n'est pas seulement qui décide. C'est où va l'argent. Et notre réponse est sans ambiguïté : il n'ira pas alimenter l'industrie d'une autre puissance.

La France ne manque pas de champions. Elle a Airbus, elle a Dassault, elle a le Rafale, elle a une base industrielle de défense parmi les plus complètes du monde. Dépenser des milliards publics pour acheter américain quand nos propres usines peuvent produire, c'est financer les emplois d'un autre pays et affamer les nôtres. Pire, c'est se lier les mains. Le F-35 n'est pas un avion, c'est un écosystème de dépendance : sa maintenance, ses logiciels, ses mises à jour restent sous contrôle étranger, et celui qui détient ce contrôle détient une part de notre liberté d'action. Dépendre d'une autre puissance pour ses armes, c'est se tirer une balle dans le pied, et cela vaut pour nos alliés américains autant que pour nos partenaires européens ou pour quiconque. La souveraineté n'a pas d'ennemi désigné, elle a un principe : ne jamais remettre à un tiers la clé de sa propre défense.

Le programme MDP imposera donc une règle d'achat souveraine. La commande militaire ira d'abord aux équipements français, puis européens, et ne se tournera vers une technologie étrangère que là où aucun équivalent souverain n'existe. Surtout, aucune dépendance d'achat ne pourra, par son volume, placer notre défense sous la coupe d'une puissance extérieure : les acquisitions américaines seront strictement limitées à ce qui est indispensable, jamais davantage. Ce que nous dépenserons pour notre défense deviendra des emplois dans nos territoires, des brevets dans nos laboratoires et des compétences dans nos écoles d'ingénieurs. Le réarmement ne sera pas un transfert de richesse vers l'étranger, il sera la forge de notre puissance retrouvée.

L'épée et la forge vont ensemble. Une armée qui dépend d'un fournisseur étranger pour ses munitions, ses pièces et ses codes n'est pas une armée souveraine, c'est une armée en location. La France reprendra les deux : l'épée qu'elle brandit et la forge qui la fonde.

LA NATION QUI GARDE LE CONTINENT

Pendant trop longtemps, la France a été le soldat auxiliaire d'une alliance dont elle subissait les décisions, le pays qui envoyait ses Rafale couvrir des opérations qu'il n'avait pas choisies, qui achetait l'avion d'un autre quand le sien volait déjà, qui possédait l'arme suprême sans jamais oser en faire le socle d'une ambition.

Ce temps s'achève. Le feu qui ne protégeait que nous protégera désormais ceux qui se tiennent à nos côtés. Le bouclier que nul n'avait osé tendre couvrira l'archipel des nations libres qui choisissent l'Europe sans choisir la tutelle. La France ne quittera pas la table de ses alliés, elle cessera d'y être l'invité qui paie et se tait. Elle restera dans l'Alliance, elle sortira de la vassalité, elle armera sa main de sa propre forge, et elle offrira au continent ce qu'aucune puissance européenne ne peut offrir : un parapluie qui lui appartient.

L'Europe a cru pendant soixante-dix ans que sa sécurité viendrait d'ailleurs. Elle viendra désormais d'elle-même, et son cœur battra à Paris. Non parce que la France l'exige, mais parce qu'elle est la seule à tenir le feu, et qu'une nation qui tient le feu n'a plus le droit de se cacher derrière le bouclier des autres. Elle devient le bouclier.

8.

SANS ÉNERGIE, PAS DE LIBERTÉ

Avant la monnaie, avant l'industrie, avant même la défense, il y a l'énergie. C'est le socle sous tous les autres. Une nation peut tout posséder, des usines, des armées, des banques, si elle dépend d'un autre pour la lumière, le chauffage et le courant de ses machines, elle dépend de cet autre pour tout. Couper l'énergie, c'est couper la vie d'un pays sans tirer un coup de feu. Voilà pourquoi la souveraineté énergétique n'est pas un dossier technique parmi d'autres : elle est la condition de toutes les autres libertés.

LA LEÇON DU GAZ

L'Europe vient d'apprendre cette vérité dans la douleur, et c'est l'Allemagne qui a payé la leçon. Persuadée que le commerce vaut garantie, elle a bâti toute son industrie sur le gaz russe bon marché. Quand Moscou a fermé le robinet et que les gazoducs ont sauté en 2022, le moteur de l'Europe a calé : deux années de récession, des pertes considérables, et un fonds spécial voté en urgence pour tenter de se relever. Le pays le plus puissant du continent s'est découvert, du jour au lendemain, à la merci d'un homme à Moscou.

Cette leçon vaut pour tous, car dans un monde d'empires, l'énergie est devenue une arme. L'Amérique tient une part de l'Europe par son gaz liquéfié, la Russie par ses hydrocarbures, la Chine par les matières premières sans lesquelles il n'y a ni

batterie, ni éolienne, ni panneau solaire. Et pendant ce temps, l'industrie européenne paie son électricité deux à trois fois plus cher qu'aux États-Unis, et son gaz quatre à cinq fois plus cher. Aucune usine ne survit longtemps à un tel handicap. L'Europe ne s'est pas seulement rendue dépendante, elle s'est rendue chère, ce qui est la pire des combinaisons : vulnérable et non compétitive à la fois.

Reconquérir notre énergie n'est donc pas une option, c'est la première des reconquêtes. Sans elle, ni l'industrie que nous voulons relever, ni la défense que nous voulons bâtir, ni la souveraineté que nous voulons rendre aux nations ne tiendront debout.

LA COLONNE VERTÉBRALE

Or la France détient, là encore, une carte que nul autre en Europe ne possède au même degré. Elle a le plus grand parc nucléaire du continent, le plus décarboné, et une électricité dont le coût de production reste parmi les plus bas du monde développé. Pendant que ses voisins brûlaient du charbon ou achetaient du gaz, elle a continué de produire une énergie abondante, pilotable et propre, à partir d'une technologie qu'elle maîtrise de bout en bout depuis un demi-siècle.

Nous ne traiterons pas cet atout comme une gêne à gérer, mais comme une puissance à déployer. Là où une certaine écologie ne sait que punir, rationner et culpabiliser, nous choisissons l'écologie de puissance : produire une énergie décarbonée en quantité jamais vue, parce que l'avenir, l'intelligence artificielle, l'industrie réindustrialisée, la voiture et le train électrifiés, réclamera non pas moins d'électricité, mais beaucoup plus. La nation qui produira cette électricité propre et bon marché tiendra l'avenir. La France peut être cette nation, et devenir la colonne vertébrale énergétique du continent.

LE RÉACTEUR SANS MAÎTRE

Mais il faut regarder la réalité en face, car un programme qui se ment à lui-même ne vaut rien. Aujourd'hui, la France perd. Elle a perdu l'appel d'offres de la première centrale polonaise, attribué à l'américain Westinghouse. Elle a perdu celui de la Tchéquie, attribué au coréen KHNP. Son chantier de Flamanville a été livré avec douze ans de retard, et celui de Hinkley Point, au Royaume-Uni, est devenu un gouffre financier. Le pays qui a inventé l'un des premiers parcs nucléaires du monde se fait aujourd'hui sortir des marchés par la Corée et par l'Amérique. Voilà le point de départ. On ne le redresse pas en l'ignorant.

Et pourtant, la France tient l'argument que personne d'autre ne peut opposer. Son réacteur est le seul réacteur occidental libre de tout maître. Le réacteur coréen repose sur une technologie sous licence américaine : la Corée ne peut pas l'exporter sans l'autorisation de Washington. L'américain, lui, est américain de part en part. Le réacteur français, et lui seul, ne dépend du feu vert d'aucune puissance étrangère. Acheter français, ce n'est donc pas seulement acheter une centrale, c'est acheter sa souveraineté énergétique entière, sans qu'aucune main étrangère ne reste posée sur l'interrupteur.

C'est là que se joue notre reconquête. Nous remettrons d'abord notre propre maison en ordre : restaurer la filière, ramener EDF à la maîtrise des coûts et des délais, retrouver l'effet de série qui fait baisser le prix d'un chantier à l'autre. Car nul n'achète un réacteur à qui ne sait plus en construire dans les temps. Une fois cette crédibilité reconquise, la France vendra au monde non pas le réacteur le moins cher, mais le seul réacteur qui ne livre aucun pays à la dépendance. Dans un monde où chaque empire tient ses clients par l'énergie, c'est l'offre la plus précieuse qui soit.

VENDRE LA SOUVERAINETÉ, PAS LA DÉPENDANCE

Reste à dire comment, et c'est ici que notre doctrine se sépare de celle des empires. Nous ne ferons pas aux autres ce que nous refusons pour nous-mêmes. Nous ne posséderons pas les centrales des nations sur leur sol, nous ne les tiendrons pas par un loyer, nous ne les rendrons pas dépendantes de Paris pour leur lumière. Faire de la France le maître énergétique de ses voisins, ce serait trahir le principe même de ce programme, qui est que nulle nation ne doit remettre à une autre la clé de sa survie.

Nous offrirons donc le choix, et c'est le choix qui fait la différence entre un partenaire et un suzerain. Chaque nation pourra acheter sa centrale et la posséder pleinement, maîtresse chez elle, ou bien en confier l'exploitation à EDF si elle le préfère. À elle de décider du degré d'autonomie qu'elle souhaite. La France vendra le réacteur, licenciera sa technologie contre redevances, et tirera ses revenus durables de ce qui dure : le combustible, la maintenance et l'assistance à l'exploitation sur les soixante ans de vie d'une centrale. Là où un pays le voudra, EDF pourra prendre une part au capital et toucher des dividendes. Le savoir-faire s'exporte, la richesse revient, et la souveraineté de l'acheteur reste intacte.

Quant à nos propres centrales, elles resteront à nous, pour nous. Nous aurons besoin de chaque kilowattheure pour alimenter nos usines, nos centres de données et nos transports électrifiés. Nous n'exporterons donc pas notre courant, qui nous est vital, mais notre capacité à en produire, qui est inépuisable. Le réacteur part, les électrons restent. Et de proche en proche, le parc nucléaire français essaime sur le continent, non comme une domination, mais comme une colonne vertébrale librement partagée, celle d'un consortium de nations qui choisissent ensemble de ne plus jamais dépendre d'un robinet étranger.

LE PRIX DE CE QUE L'ON PRODUIT

Il y a un dernier verrou, et c'est le plus absurde de tous. La France produit l'une des électricités les moins chères et les plus propres d'Europe, et pourtant le Français la paie comme si elle était importée au prix fort. La raison tient à une règle du marché européen : le prix de l'électricité est aligné sur celui de la dernière centrale appelée pour satisfaire la demande, qui est presque toujours une centrale à gaz. Autrement dit, notre courant nucléaire, bon marché à produire, est facturé au prix du gaz que nous ne brûlons pas. Le mécanisme qui amortissait en partie cette injustice, l'accès régulé qui cédait une part du nucléaire à prix coûtant, a pris fin le 31 décembre 2025, exposant un peu plus le consommateur aux soubresauts du marché.

Nous mettrons fin à cette aberration. À l'échelle européenne, nous porterons le découplage du prix de l'électricité décarbonée et du prix du gaz, pour que chaque nation qui produit propre et bon marché en recueille enfin le bénéfice, au lieu d'être taxée pour la vertu de son mix. C'est la transposition continentale du droit que nous avons déjà gravé dans notre Constitution : l'électricité payée à son prix de production, jamais au prix de la source la plus chère du continent. Une énergie propre et abordable cessera d'être une promesse trahie par la mécanique des marchés pour devenir l'arme première de notre réindustrialisation. Car l'usine va là où le courant est bon marché. Rendre à la France et à l'Europe une électricité au prix de sa production, c'est rappeler les usines que le prix du gaz avait chassées.

LA NATION QUI ÉCLAIRE LE CONTINENT

L'énergie est le sol sur lequel tout le reste se tient. Ôtez-la, et la monnaie ne vaut plus rien, l'industrie s'éteint, l'armée s'immobilise, et la nation la plus fière redevient une cliente qui mendie son courant. Donnez-la, abondante, propre et souveraine, et tout redevient possible.

La France a la chance rare de tenir cette clé. Elle a le feu nucléaire pour ses armes et l'atome civil pour ses usines, le même savoir, la même maîtrise, la même indépendance. Elle peut

éclairer le continent sans l'asservir, lui vendre les moyens de sa propre lumière sans jamais tenir l'interrupteur. C'est cela, la différence entre un empire et une nation libre parmi des nations libres : l'empire vend la dépendance, la France vendra la souveraineté.

Une Europe qui produit sa propre lumière ne dépend de personne pour exister. Et un peuple qui tient son énergie tient, enfin, son destin.

9.

UNE EUROPE NI MUSÉE, NI PROVINCE.

Nous avons ouvert ce livre sur une crainte, et il faut la regarder une dernière fois avant de la conjurer. La crainte d'une Europe-musée. Un continent magnifique, l'un des plus beaux cadres de vie du monde, le premier pour l'état de droit et la qualité de la vie, mais un musée justement, un lieu que l'on visite et que l'on admire, où l'on vient chercher le passé, et qui ne décide plus de rien. Une vitrine sans pouvoir, prise en tenaille entre l'Amérique et la Chine, et lentement partagée entre elles, non par les armes, mais par la dépendance. Réduite au seul rôle qui lui resterait : celui de cliente solvable, achetant la technologie des autres, les plateformes des autres, les règles des autres. Le continent qui a inventé le monde moderne, spectateur de sa propre histoire.

Voilà le destin que la pente **actuelle** nous réserve. Tout ce programme a eu pour but de l'empêcher. Ce dernier chapitre dit ce que nous mettons à la place.

LE DESTIN QU'ON NOUS PROMET

Disons-le nettement, car c'est l'alternative réelle de notre temps : une Europe qui ne se refonde pas n'a que deux avenir, et ils sont aussi humiliants l'un que l'autre.

Le premier est le musée. L'Europe reste telle qu'elle est, divisée, sur-réglémentée, désindustrialisée, sans défense autonome ni monnaie souveraine. Elle décline doucement, vit sur sa rente, son

patrimoine et son tourisme, et regarde le siècle se faire ailleurs. On vient l'admirer comme on visite une belle ruine.

Le second est la province. Pour échapper au musée, l'Europe se jette dans les bras d'un protecteur. Elle devient le flanc avancé d'un empire, américain le plus souvent, et troque son indépendance contre une sécurité louée. Elle achète les armes de l'autre, héberge les données de l'autre, suit les normes de l'autre, et n'a plus de voix propre que pour applaudir celle de son suzerain. Ce n'est plus une nation parmi les nations, c'est une marche d'empire, conditionnée, sous tutelle, administrée de loin.

Le musée ou la province. La belle morte ou la vassale vivante. Nous refusons ce choix, parce qu'il en existe un troisième, et que tout ce livre l'a préparé.

CE QU'IL NOUS RESTE

L'Europe n'est pas démunie. Elle a seulement oublié ce qu'elle tient en main, et notre refondation le lui rend, pièce après pièce.

Elle tient le plus grand marché solvable de la planète, une porte que les deux empires veulent franchir et dont nous redevenons les gardiens, libres d'en fixer le prix. Elle tient une civilisation, la raison grecque, le droit romain, les Lumières, une idée de la personne que le monde nous envie ou nous conteste, mais que nul n'ignore. Et désormais, grâce à la refondation que ce Tome a tracée, elle tient les outils de la puissance.

Un consortium de nations souveraines, où le pouvoir est redescendu vers les peuples au lieu de se perdre dans une technocratie. Une monnaie commune qui sert de bouclier collectif sur les marchés du monde tout en rendant à chaque nation son autonomie. Une frontière extérieure gardée ensemble, et une maison gouvernée chez soi. Un bouclier de défense adossé à la dissuasion française, qui affranchit le continent de la seule protection américaine. Une énergie souveraine, propre et abondante, qui le délivre du chantage du gaz et du pétrole. Et une

industrie qui renaît non d'un plan venu d'en haut, mais de la liberté rendue à ses nations. Aucune de ces pièces, prise seule, ne suffit. Ensemble, elles font autre chose qu'un grand marché : elles font une puissance.

L'Europe-musée n'avait que son passé. L'Europe refondée a de nouveau un avenir, et les moyens de le défendre.

LE TROISIÈME PÔLE

Reste à dire comment cette puissance se tient dans le monde, et c'est ici qu'il faut être précis, car la facilité serait de se proclamer neutre, à égale distance des deux géants. Nous ne le serons pas. La neutralité serait un mensonge et une faiblesse.

En géopolitique, il n'y a pas d'amis, il n'y a que des intérêts, et ce principe vaut pour les deux géants. L'Amérique est à la fois un allié et un rival : alliée pour la défense et par une part d'héritage commun, rivale dès qu'il s'agit de commerce, de monnaie, de technologie ou de données, et résolue depuis toujours à peser sur nous. La Chine est tout autant un rival qu'un partenaire : rivale par sa puissance industrielle et son alliance avec la Russie qui menace nos frontières, partenaire dès lors que le commerce, les projets et le dialogue servent nos intérêts communs. Aucun des deux n'est notre ennemi, aucun n'est notre ami. Avec l'un comme avec l'autre, nous échangerons, nous commercerons, nous négocierons, et nous nous protégerons. Ce n'est pas un camp que nous choisissons, ce sont nos intérêts que nous défendons.

Mais ne pas être neutre ne signifie pas se ranger. Le troisième pôle, c'est exactement cela : une Europe qui traite avec les deux empires sans se soumettre à aucun. Avec l'Amérique, elle reste alliée, mais d'égale à égale, dans l'Alliance et hors de la vassalité, comme nous l'avons dit du Bouclier. Avec la Chine, elle commerce et négocie, mais sans jamais lui livrer la clé de sa survie, en fixant ses conditions d'accès, le sol, le capital, la technologie, comme nous l'avons posé en démantelant la "Commission de trop". Ni neutre, ni dupe. Alliée sans être soumise, ouverte sans être naïve.

C'est la posture d'une puissance qui sait ce qu'elle vaut, et qui ne confond plus l'amitié avec l'obéissance ni le commerce avec l'abandon.

DE L'OBJET AU SUJET

Voilà le renversement que ce Tome accomplit, et il tient en une phrase. Aujourd'hui, l'Europe est l'objet que deux empires se disputent. Demain, elle sera le sujet qui traite avec eux.

C'est toute la différence entre la proie et l'hôte. La proie subit le partage, l'hôte fixe les conditions de l'accès. La proie achète ce qu'on lui vend, l'hôte choisit ce qu'il laisse entrer. Une Europe refondée cesse d'être le terrain où la rivalité américano-chinoise se déroule pour devenir le tiers dont aucun des deux ne peut se passer, le pôle d'équilibre que l'on courtise au lieu de le dépecer. Ce rôle, l'Europe l'a tenu pendant des siècles, celui du concert des nations et de l'équilibre des puissances. Une Europe souveraine peut le rejouer, cette fois à l'échelle du monde.

Il ne s'agit pas de peser contre l'Amérique ni contre la Chine, mais de peser avec elles, à la table des grands, et non plus sous la table. Le continent qui craignait d'être réduit au rang de client redevient l'un des trois qui décident. Non par la conquête, qui n'est plus de notre temps, mais par la souveraineté retrouvée, qui seule donne le droit de parler d'égal à égal.

L'EUROPE QUE NOUS LAISSERONS

La France conduira cette refondation, et elle la conduira par sa place, non par sa voix la plus forte. Forte de son siège au Conseil de sécurité, de son armée, de son nucléaire civil et militaire, de son poids dans le couple qui décide de tout, elle ne quémandra pas le changement, elle le proposera. Elle ne se présentera pas à la table européenne en sollicitieuse, mais en nation qui sait que rien d'important ne s'y fait sans elle. C'est ainsi, et seulement

ainsi, qu'une nation entraîne les autres : non en commandant, mais en montrant la voie et en payant d'exemple.

L'Europe que Mario Draghi décrit comme agonisante n'est pas condamnée. Elle est très malade, et une maladie se soigne dès lors qu'on cesse le déni. Nous ne voulons pas l'enterrer, nous voulons en écrire le chapitre suivant : celui d'une Europe des nations souveraines et commercialement soudée, ni musée que l'on visite, ni province que l'on administre, mais puissance qui décide.

Le musée redeviendra une forge. La province redeviendra un pôle. Et le continent qui a inventé le monde moderne, au lieu d'en devenir le spectateur, se remettra à l'écrire. C'est cela, l'avenir que nous léguerons : non pas une Europe que l'on subit toute une vie, mais une Europe que l'on choisit chaque jour, libre, souveraine, et de nouveau maîtresse de son destin.

10.

ÉLARGIR NOS HORIZONS

Une civilisation qui cesse de rayonner commence à mourir. L'Europe que nous refonderons ne se repliera pas derrière ses frontières comme un vieillard frileux ; elle ouvrira ses portes, parce qu'une Europe sûre d'elle-même attire au lieu de craindre. Mais elle les ouvrira selon sa loi, et non selon le hasard ou la pression. Grandir sans se dissoudre, voilà l'art que l'Union d'hier n'a jamais su pratiquer, et que la nôtre érigera en méthode.

POURQUOI L'ÉLARGISSEMENT REDEVIENDRA POSSIBLE.

L'Union actuelle a fait de l'élargissement un péril, parce qu'elle est un super-État qui impose tout à tous. Faire entrer un pays dans une telle machine, c'est l'arrimer de force à mille règles communes, puis l'arroser de fonds sans contrepartie réelle, et découvrir trop tard qu'il ne partage ni la discipline ni l'esprit du club. De là sont nées les fractures avec la Hongrie ou la Pologne, accueillies pour le nombre et non pour l'adhésion. Notre Europe ne connaîtra pas ce piège, car elle ne sera pas un super-État mais un consortium de nations souveraines, bâti sur un socle restreint : la libre circulation, le libre-échange, et la monnaie commune pour qui la voudra. Faire entrer une nation dans un club léger est infiniment moins risqué que de la souder à un appareil centralisé. C'est le paradoxe heureux de notre refondation : parce que nous demanderons moins sur l'accessoire, nous pourrions accueillir davantage, tout en restant intraitables sur l'essentiel.

Et chaque nation qui rejoindra le socle agrandira le plus grand marché du monde. Là est la force froide de l'élargissement : un

marché plus vaste, c'est un poids plus lourd dans toute négociation avec Washington ou Pékin, une échelle plus grande pour notre industrie, une demande plus profonde pour nos entreprises, une assise plus solide pour l'euro commun. Le socle rassemble aujourd'hui quelque quatre cent cinquante millions d'habitants, et déjà le monde l'écoute.

En accueillant l'Ukraine et les Balkans, il franchira le demi-milliard ; en retrouvant le Royaume-Uni et ses voisins associés, il approchera les six cents millions. Et au nom de près de six cents millions de consommateurs, l'Europe ne sera plus seulement écoutée, elle sera crainte. L'élargissement bien conduit ne sera pas une charité, il sera une stratégie de puissance.

LES CERCLES DE LA NOUVELLE EUROPE.

Notre Europe s'organisera en cercles, du plus engagé au plus souple, car toutes les nations ne veulent pas le même degré d'union, et c'est très bien ainsi.

Le premier cercle réunira ceux qu'il faut intégrer par nécessité stratégique :

- l'Ukraine,
- les Balkans occidentaux,
- la Serbie,
- le Monténégro,
- la Macédoine du Nord,
- l'Albanie,
- la Bosnie,
- le Kosovo.

L'Ukraine d'abord, car la laisser à la porte, c'est la donner à la Russie, et notre doctrine de défense ne le permettra pas. Les Balkans ensuite, parce qu'ils sont enclavés au cœur même de notre continent, et que les abandonner en jachère, c'est y inviter la Russie et la Chine **qui s'y déploient déjà**. On nous opposera le coût, et c'est vrai, cela à un coût : intégrer une Ukraine dévastée ou des Balkans encore pauvres demandera un effort de mise à niveau, étalé dans le temps et conditionné à des étapes. Mais cet effort sera un investissement, non une charité. Il coûtera toujours moins cher que de laisser ces nations devenir, à nos frontières, les avant-postes de nos rivaux. La sécurité d'un continent ne se solde pas en subventions perdues, elle se mesure à l'aune des guerres qu'elle évite. Et le marché élargi qu'elles apporteront remboursera, en commerce et en croissance, une part de ce que leur redressement aura exigé. Nous intégrerons donc ces nations par étapes, exigeantes mais loyales, parce que leur place est avec nous et que leur absence ferait notre faiblesse.

Le deuxième cercle pourra accueillir le retour de ceux qui étaient partis. Le **Royaume-Uni** a fui l'Europe-musée, l'Europe technocratique qui décidait à sa place. Il n'a jamais fui l'Europe que nous bâtirons, celle des nations libres, car c'est précisément celle qu'il réclamait sans jamais l'obtenir. Nous ne le supplierons pas. Mais notre refondation rendra son retour possible, et l'Europe gagnerait à retrouver une puissance nucléaire dotée d'un siège permanent au Conseil de sécurité, un partenaire qui muscle notre pôle au lieu de l'affaiblir. La porte que Bruxelles avait claquée, nous la laisserons entrouverte, sans empressement et sans rancune.

Le troisième cercle offrira une place à ceux qui n'ont jamais voulu de l'Union centralisée, **la Norvège, la Suisse**, ces nations prospères qui ont toujours refusé d'aliéner leur souveraineté à une machine lointaine. À une Europe à la carte, légère et respectueuse des libertés nationales, elles pourront s'associer enfin, sur les pans qui leur conviennent. Nous leur tendrons la main qu'elles n'avaient jamais pu saisir.

LE VOISINAGE QUI STABILISE PLUTÔT QUE DE SUBMERGER.

Au sud s'étend un voisinage que nous ne pourrions pas ignorer, le Maghreb, aire de civilisation riche et proche, dont la jeunesse cherche un avenir. La tentation serait grande de répondre au défi migratoire en intégrant ces pays. Ce serait une faute totale.

Intégrer, dans notre Europe, c'est ouvrir la libre circulation, donc abolir la frontière que notre chapitre des frontières veut au contraire rendre à chaque nation. Ce ne serait pas tarir l'immigration, ce serait la rendre totale et de droit. Nous ne dissoudrons pas l'Europe pour croire la protéger.

La vraie réponse n'est pas l'adhésion mais **le partenariat**. Nous proposerons aux autres membres de bâtir avec le Maghreb un pacte de co-développement intense, fait d'investissements, de transferts de technologie, d'énergie partagée, d'industries implantées sur place et d'accords migratoires négociés et choisis.

La logique est simple : on ne tarit pas les départs en abolissant la frontière, on les tarit en offrant à ces peuples une raison de rester chez eux. Une rive sud stabilisée, prospère, fournisseuse d'énergie solaire et partenaire de notre industrie, voilà un arc de sécurité bien plus solide qu'une frontière effacée. Le Maghreb sera notre partenaire privilégié et c'est dans cette distinction que se logera notre lucidité.

LE SEUIL, ET NON LE GUICHET.

Une règle unique gouvernera tout cela, et elle effacera la grande faute de l'Union passée. On n'entrera plus dans l'Europe pour faire du nombre, ni pour toucher des fonds, mais selon deux critères seulement : l'intérêt stratégique du pôle, et l'adhésion sincère au socle commun. Celui qui accepte nos règles et apporte à notre puissance entrera ; celui qui convoite nos subventions sans nos disciplines restera dehors. Car la cagnotte qu'il convoite n'existera plus. En réduisant la Commission à un simple secrétariat, nous tarirons à la source le pouvoir de redistribuer des

centaines de milliards, ce robinet par lequel Bruxelles achetait les docilités et nourrissait les rancœurs. Il ne restera, à la place, que des investissements stratégiques rares, ciblés et votés par les nations, comme la mise à niveau d'un pays que sa position rend vital pour notre sécurité. Fin des subventions de guichet, maintien des seuls investissements de puissance. L'élargissement cessera d'être une fuite en avant comptable pour redevenir un acte politique, pesé, voulu, assumé.

Ainsi grandira notre Europe, non par dilution mais par dessein. Elle s'étendra vers l'est pour ne rien céder à l'empire qui la menace, elle rappellera à elle ceux qui l'avaient quittée, elle s'associera aux libres qui hésitaient, et elle tendra au sud une main qui stabilise sans submerger. Une Europe qui élargit ses horizons sans jamais perdre de vue qui elle est, voilà la nôtre. Elle ne sera grande que parce qu'elle saura, à chaque seuil, rester elle-même.